

**Igazeti ya Leta
ya Repubulika
y'u Rwanda
Official Gazette of
the Republic
of Rwanda
Journal Officiel
de la République
du Rwanda**

Ibirimo/Summary/Sommaire

A. Amateka ya ba Minisitiri/Ministerial Orders/Arrêtés Ministériels

N° 75/11 ryo kuwa 18/04/2006

Iteka rya Minisitiri ryemera ihindurwa ry'amategeko agenga Umuryango wo muri Afurika Uharanira Amajyambere y'Abaturage mu Bukungu no mu Mibereho yabo (INADES Formation Rwanda).....

Amategeko agenga Umuryango.....

N° 45/11 ryo kuwa 09/04/2008

Iteka rya Minisitiri riha ubuzimagatozi "Umuryango w'Ababikira Missionnaires de Notre Dame des Anges (M.N.D.A.) kandi ryemera Abavugizi bawo.....

Amategeko Shingiro.....

N° 45/11 of 09/04/2008

Ministerial Order granting legal status to the association "Missionary Sisters of Our Lady of the Angels (M.N.D.A.), and approving its Legal Representatives

N° 75/11 du 18/04/2006

Arrêté Ministériel portant approbation des modifications apportées aux statuts de l'Association "Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Formation Rwanda" (INADES-Formation Rwanda).....

Statuts.....

N° 45/11 du 09/04/2008

Arrêté Ministériel accordant la personnalité civile à l'Association "Soeurs Missionnaires de

Notre Dame des Anges” et portant agrément de ses Représentantes Légales.....

B. Ubwenegihugu Nyarwanda/Rwandan Nationality/Octroi de la Nationalité Rwandaise
SULEMAN Butt.....

C. Sociétés Commerciales

BAKRI INTERNATIONAL ENERGY CO. (RWANDA) ltd: Memorandum and articles of association.....

BIOLANDES RWANDA SARL:Statuts.....

DISCOUNT SECURITIES (RWANDA)

LIMITED.....

E.G.F.J.CLEANING SERVICES (SERVICE DE NETTOYAGE):

Statuts.....

GLOBAL TECHNOLOGIES SYSTEM S.A.R.L.: Statuts

KINGDOM SECURITIES (RWANDA) LIMITED: Memorandum and articles of association.....

SHANIBOUR SARL.....

SKENIA MOTORS RWANDA LIMITED: Memorandum and articles of association.....

SOGECCO sarl: Statuts.....

C. Guhindura amazina

Mulisa Eugène.....

ITEKA RYA MINISITIRI N° 75/11 RYO KUWA 18/04/2006 RYEMERA IHINDURWA RY’AMATEGEKO AGENGA “UMURYANGO WO MURI AFURIKA UHARANIRA AMAJYAMBERE Y’ABATURAGE MU BUKUNGU NO MU MIBEREHO YABO” (INADES FORMATION RWANDA)

Minisitiri w’Ubutabera,

Ashingiye ku Itegeko Nshinga rya Repubulika y’u Rwanda ryo kuwa 04 Kamena 2003, cyane cyane mu ngingo zaryo iya 120 n’iya 121;

Ashingiye ku itegeko n° 20/2000 ryo kuwa 26 Nyakanga 2000 ryerekeye imiryango idaharanira inyungu, cyane cyane mu ngingo zaryo iya 12, iya 16, n’iya 42;

Amaze kubona iteka rya Perezida n° 27/01 ryo kuwa 18/07/2004 rigena amwe mu mateka y’Abaminisitiri yemezwa atanyuze mu Nama y’Abaminisitiri, cyane cyane mu ngingo yaryo ya mbere;

Asubiye ku iteka rya Minisitiri n° 119/06 ryo kuwa 22 Kanama 1977riha ubuzimagatozi “Umuryango Wo Muri Afurika Uharanira Amajyambere y’Abaturage mu Bukungu no mu Mibereho Yabo” (INADES Formation Rwanda) mu rwandiko rwakiriwe kuwa 29 Werurwe 2002;

ATEGETSE:

Ingingo ya mbere:

Icyemezo cy’abagize ubwiganze bw’ “Umuryango Wo Muri Afurika Uharanira Amajyambere y’Abaturage mu Bukungu no mu Mibereho Yabo” (INADES Formation Rwanda) cyafashwe n’Inteko Rusange yo kuwa 08 Nzeli 2001 cyo guhindura amategeko agenga uwo muryango nk’uko ateye ku mugereka w’iri teka kiremewe.

Ingingo ya 2:

Ingingo zose z'amateka yabanjirije iri kandi rinyuranyije naryo zivanyweho.

Ingingo ya 3:

Iri teka ritangira gukurikizwa umunsi rishyiriweho umukono. Agaciro karyo gahera ku italiki ya 08 Nzeli 2001.

Kigali, kuwa 18/04/2006

**Minisitiri w'Ubutabera
MUKABAGWIZA Edda
(sé)**

ARRETE MINISTERIEL N° 75/11 DU 18/04/2006 PORTANT APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION "INSTITUT AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL-FORMATION RWANDA" (INADES FORMATION RWANDA)

Le Ministre de la Justice;

Vu la Constitution de la République du Rwanda du 04 juin 2003, spécialement en ses articles 120 et 121;

Vu la loi n° 20/2000 du 26 juillet 2000 relative aux associations sans but lucrative, spécialement en ses articles 12, 16 et 42;

Vu l'Arrêté Présidentiel n° 27/01 du 18/07/2004 déterminant certains Arrêtés Ministériels qui ne sont pas adoptés par le Conseil des Ministres, spécialement en son article premier;

Revu l'Arrêté Ministériel n° 119/06 du 22 août 1977 accordant la personnalité civile à l'Association "Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Formation Rwanda" (INADES Formation Rwanda), spécialement en son article premier;

Sur requête du Représentant Légal de l'Association "Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Formation Rwanda" (INADES Formation Rwanda), reçue le 29 mars 2002;

Vu la décision du Conseil des Ministres en sa séance du 20 mars 2002;

ARRETE

Article premier:

Est approuvée la décision de la majorité des membres effectifs de l'Association "Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Formation Rwanda" (INADES Formation Rwanda), prise au cours de l'Assemblée Générale du 08 septembre 2001 de modifier les statuts de ladite association tels qu'ils figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2:

Toutes les dispositions réglementaires antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 3:

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature. Il sort ses effets à la date du 08 septembre 2001.

Kigali, le 18/04/2006

Le Ministre de la Justice

MUKABAGWIZA Edda
(sé)

ASSOCIATION INADES-FORMATION RWANDA A.S.B.L.

STATUTS DE L'ASSOCIATION

Titre premier : Dispositions générales - Dénomination - Siège social

Article premier : Dispositions générales

Il est constitué une association sans but lucratif en conformité avec les dispositions de la loi n°20/2000 du 26/07/2000 régissant les associations sans but lucratif, qui a modifié l'Edit du 25 Avril 1962.

Article 2 : Dénomination

L'Association prend nom « Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Formation – Rwanda, en abrégé « Inades-Formation Rwanda ».

Elle est membre d'Inades-Formation International dont le siège est à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Article 3 : Siège

Le Siège de l'Association est établi à Kigali, District de Kacyiru, Ville de Kigali, B.P. 866 KIGALI.

Titre II : Objet - Zone d'intervention - Durée

Article 4 : Objet

L'association a pour objet de travailler à la promotion économique et sociale du Rwanda, en particulier par des activités de formation et d'accompagnement pour une autopromotion, la priorité étant donnée aux populations rurales. Elle travaille en collaboration avec les Bureaux et Associations d'INADES-FORMATION INTERNATIONAL établis dans les différents pays d'Afrique.

Article 5 : Zone d'intervention

L'association exerce son activité sur toute l'étendue du territoire rwandais. Elle peut à cet effet créer des antennes.

Article 6 : Durée

L'association est créée pour une durée illimitée.

Titre III : Membres de l'association

Article 7 : Les membres de l'Association sont constitués par des personnes physiques ou morales ayant sollicité et obtenu leur admission.

Article 8 : Tout membre acquiert la qualité de membre effectif s'il est à jour de ses cotisations et participe régulièrement aux activités de l'Association.

Article 9 : La qualité de membre se perd par décès, démission ou exclusion.

Titre IV : Organes et fonctionnement

Article 10 : Les organes de l'Association sont :
l'Assemblée Générale ;
le Conseil d'Administration ;
le Bureau National.

Assemblée Générale

Article 11 : L'Assemblée Générale comprend les membres effectifs de l'association. Elle ne peut valablement se réunir qu'en présence des 2/3 des membres effectifs.

Article 12 : L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'Association. Elle se réunit en session ordinaire une fois par an au cours du 1^{er} trimestre de l'exercice et a compétence pour :

- Définir la politique générale de l'Association en lien avec les résolutions de l'Assemblée Générale d'Inades-Formation International,
- Décider de l'implantation des antennes,
- Examiner et adopter les plans d'actions et les programmes d'activités du Bureau National,
- Examiner et adopter les rapports d'activité et les rapports financiers et affecter les résultats,
- Admettre, suspendre, exclure les membres de l'association,
- Elire et démettre le Conseil d'Administration, son Président et son Vice-Président qui sont en même temps Représentant Légal et Représentant Légal Suppléant de l'association,
- Choisir le commissaire aux comptes,
- Adopter et modifier les statuts de l'association et le règlement d'ordre intérieur,
- Dissoudre l'association.

Article 13 : Les décisions de l'Assemblée Générale ordinaire sont prises par consensus. Si un quart des membres en fait la demande, le vote a lieu au scrutin secret.

Article 14 : L'Assemblée Générale peut être convoquée en session extraordinaire soit à l'initiative du Représentant Légal, soit à la demande de la moitié des autres membres du Conseil d'Administration, soit à la demande d'un tiers (1/3) des membres de l'Association.

Conseil d'Administration

Article 15 : L'Association est administrée par un Conseil d'Administration élu parmi les membres effectifs de l'Association pour un mandat de trois (3) ans renouvelables une fois.

Article 16 : Le conseil d'Administration est composé de sept (7) membres, dont un Président qui est le Représentant Légal et un Vice-Président qui est le Représentant Légal Suppléant. Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux (2) fois par an.

La fonction de membre du Conseil d'Administration est bénévole.

Article 17 : Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour établir les actes d'administration et les dispositions qui intéressent l'Association, notamment :

- Il oriente les activités du bureau national notamment selon les directives du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale ou les résolutions de l'Assemblée Générale d'Inades-Formation International ;

- Il arrête et contrôle le budget annuel établi et présenté par le Bureau National ;

- Il suit l'exécution des activités et la gestion financière du bureau ;

Il nomme le Directeur selon les règles et procédures de gestion de l'Association Internationale Inades-Formation ;

Il nomme les délégués d'Antenne et les chefs de services sur proposition du Directeur ;

Il présente le rapport d'activités et le rapport financier à l'Assemblée Générale ;

Il examine et propose les candidatures des membres à l'Association Nationale et Internationale ;

Il approuve les statuts du personnel ;

Il suspend les membres de l'association conformément aux règlements d'ordre intérieur et aux statuts ;

Il désigne en cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, un membre intérimaire qui sera proposé à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

Article 18 : Le Conseil d'Administration délègue à son Président les pouvoirs nécessaires à l'administration et à la gestion de l'Association. En cas d'empêchement, il est remplacé par le Vice-Président.

En cas de démission ou empêchement définitif du Président, il est procédé à son remplacement par l'Assemblée Générale, dans un délai ne dépassant pas 3 mois.

Bureau National

Article 19 : L'Association dispose pour son fonctionnement, d'un Bureau National, administré et géré par un Directeur nommé par le Conseil d'Administration en accord avec le Président d'Inades-Formation International.

Article 20 : Le Président du Conseil d'Administration national délègue au Directeur du Bureau National les pouvoirs nécessaires pour l'administration et la gestion quotidienne. En cas d'absence, celui-ci désigne un intérimaire parmi ses collaborateurs cadres.

Titre V : Ressources de l'Association

Article 21 : Les ressources de l'Association proviennent :
des cotisations des membres,
des subventions,
des revenus de ses biens,
des produits des prestations,
des dons et legs,
de toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 22 : Les ressources de l'Association sont gérées conformément aux règles et procédures en vigueur dans le réseau Inades-Formation.

Article 23 : Chaque année, il est établi sous la responsabilité du Conseil d'Administration, les comptes d'exploitation et le bilan de l'exercice.
Ces comptes sont présentés à l'Assemblée Générale qui apprécie la gestion du Conseil d'Administration, approuve les comptes et décide de l'affectation du résultat.

Article 24 : Les comptes annuels de l'Association sont vérifiés et certifiés par un commissaire aux comptes indépendant.

Titre VI : Partenariat

Article 25 : Relations avec l'Association Internationale
Une convention régit les relations entre INADES-FORMATION International et Inades-Formation Rwanda et précise les modalités de collaboration.

Article 26 : Les relations avec d'autres partenaires du développement rural
Des conventions ad hoc définissent les relations et précisent les modalités de collaboration entre INADES-Formation Rwanda et d'autres partenaires du développement.

Titre VII : Dispositions diverses

Article 27 : Modification des statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une décision votée à la majorité des deux tiers (2/3) des membres effectifs présents à une Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 28 : Dissolution

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par la majorité des deux tiers (2/3) des membres effectifs de l'Assemblée Générale

En cas de dissolution, après liquidation, le patrimoine de l'association sera légué à des associations oeuvrant dans le pays et ayant une mission similaire à celle d'Inades-Formation Rwanda.

Article 29 : Un règlement d'ordre intérieur précise les modalités d'application des présents statuts.

Article 30 : Toute disposition non prévue par les présents statuts sera régie par la loi n° 20/2000 du 26/07/2000 régissant les Asbl.

Article 31 : Adoption des présents statuts

Les présents statuts ont été adoptés en Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Kigali, le 08 septembre 2001.

ITEKA RYA MINISITIRI N° 45/11 RYO KU WA 09/04/2008 RIHA UBUZIMAGATOZI “UMURYANGO W’ABABIKIRA MISSIONNAIRES DE NOTRE DAME DES ANGES (M.N.D.A.) KANDI RYEMERA ABAVUGIZI BAWO	MINISTERIAL ORDER N°45/11 OF 09/04/2008 GRANTING LEGAL STATUS TO THE ASSOCIATION “MISSIONNARY SISTERS OF OUR LADY OF THE ANGELS (M.N.D.A.)” AND APPROVING ITS LEGAL REPRESENTATIVES ARRETE MINISTERIEL N° 45/11 DU 09/04/2008 ACCORDANT LA PERSONALITE CIVILE A L’ ASSOCIATION “SOEURS MISSIONNAIRES DE NOTRE DAME DES ANGES (M.N.D.A.)” ET PORTANT AGREMENT DE SES REPRESENTANTES LEGALES	
Minisitiri w’Ubutabera, Ashingiye ku Itegeko Nshinga rya Repubulika y’u Rwanda ryo kuwa 04 Kamena 2003, nk’uko ryavuguruwe kugeza ubu, cyane cyane mu ngingo zaryo iya 120 n’iya 121; Ashingiye ku Itegeko n° 20/2000 ryo kuwa 26/07/2000 ryerekeye imiryango idaharanira inyungu, cyane cyane mu ngingo zaryo iya 8,	The Minister of Justice, Given the Constitution of the Republic of Rwanda of 04 June 2003, as amended to date, especially in Articles 120 and 121; Given Law n° 20/2000 of 26/07/2000, relating to Non Profit Making Organizations, especially in Articles 8, 9, 10 and 20;	ARRETE <u>Article premier:</u> Dénomination et siège de l’Association La personnalité civile est accordée à l’” “Soeurs Missionnaires de Notre Dame des Anges (M.N.D.A.)” dont le siège est dans la Cellule de Taba, Secteur de Ngoma, District de

iya 9, iya 10 n'iya 20;

Amaze kubona iteka rya Perezida n° 27/01 ryo kuwa 18/07/2004 rigena amwe mu mateka y'Abaminisitiri yemezwa atanyuze mu Nama y'Abaminisitiri, cyane cyane mu ngingo yaryo ya mbere;

Abisabwe n'Umuvugizi w'“Umuryango w'Ababikira Missionnaires de Notre Dame Des Anges (M.N.D.A.)” mu rwandiko rwakiriwe kuwa 16 Kanama 2007;

ATEGETSE

Ingingo ya mbere: Izina n' icyicaro by'umuryango

Ubuzimagatozi buhawe “Umuryango w'Ababikira Missionnaires de Notre Dame Des Anges (M.N.D.A.)”, ufite icyicaro cyawo mu Kagali ka Taba, Umurenge wa Ngoma, Karere ka Huye Intara y'Amajyepfo.

Ingingo ya 2: Intego z'umuryango

“Umuryango w'Ababikira Missionnaires de Notre Dame Des Anges (M.N.D.A.)”ugamije:

- Guhugura no kwigisha urubyiruko rw'abakobwa bifuzwa kwiha Imana;
- Gufasha abanyamuryango inzira inzira yo kwiha imana;
- gukora ibikorwa by'urukundo n'ibya gitumwa nko kwigisha iyobokamana mu mashuri cyangwa mu maparuwasi;
- Gusura no gufasha abakene kuva

Given Presidential Order n° 27/01 of 18/07/2004, determining certain Ministerial Orders which are adopted without consideration by the Cabinet, especially in Article One;

Upon a request lodged by the Legal Representative of the “Association Missionary Sisters of our Lady of the Angels (M.N.D.A.)”, on 16 August 2007;

HEREBY ORDERS

Article One: Denomination and Headquarter of the Association

Legal status is granted to the “Association Missionary Sisters of our Lady of the Angels (M.N.D.A.)”, that shall be situated in Taba, Ngoma Sector, Huye District, Southern Province.

Article 2: Objective of the association

- The objectives of the confessional organisation “Missionary Sisters of our Lady of the Angels (M.N.D.A.)” are:
- Training young girls who want to be religious missionaries;
 - Allowing religious life to its members;
 - Putting into practice all kinds of apostolic or charity services among others;
 - Teaching catechism in schools and parishes;

Huye, Province du Sud.

Article 2: Objet de l'Association

L'Association confessionnelle “Soeurs Missionnaires de Notre Dame des Anges” a pour objet:

- De former les jeunes filles qui désirent devenir religieuses missionnaires;
- De permettre la vie religieuse de ses membres;
- De mettre en pratique tout genre d'oeuvres apostolique ou caritatives entre autre: enseigner la catéchèse dans les écoles ou dans les paroisses;
- Rendre visite et aider les indigents à sortir de cette situation en priorité les femmes.

Article 3: Les Représentants Légaux

Est agréé en qualité de Représentante Légale de l'Association “Soeurs Missionnaires de Notre Dame des Anges”, Soeur MUSINDARWEJO Ancilla, de nationalité Rwandaise, résidant dans le secteur Ngoma, District de Huye, Province du Sud.

Est agréé en qualité de Représentante Légale Suppléante de la même association, Soeur KANEZA Laurence, de nationalité rwandaise, résidant dans le secteur Ntungamo, District de Ngara, Province de l'Akagera, Tanzanie.

Article 4: Entrée en vigueur

mu bukene bwabo cyane abagore.

Ingingo ya 3: Abavugizi b'umuryango

Uwemerewe kuba umuvugizi w'“Umuryango w'Ababikira Missionnaires de Notre Dame Des Anges (M.N.D.A.)” ni soeur MUSINDARWEJO Ancilla, Umunyarwandakazi uba mu Murenge wa Ngoma, Akarere ka Huye, Intara y'Amajyepfo.

Uwemerewe kuba Umuvugizi Wungirije w'uwo muryango ni Soeur KANEZA Laurence, Umunyarwandakazi uba mu Murenge wa Ntungamo, Akarere ka Ngara, Intara y'Akagera, Tanzanie.

Ingingo ya 4: Igihe iteka ritangira

Gukurikizwa

Iri teka ritangira gukurikizwa umunsi ritangarijweho mu Igazeti ya Leta ya Repubulika y'u Rwanda.

Kigali, kuwa 09/04/2008

Minisitiri w'Ubutabera/Intumwa
Nkuru ya Leta
KARUGARAMA Tharcisse
(sé)

-Visiting and helping poor people to overcome their situation, women being a priority.

Article 3: The Legal Representatives

Sister MUSINDARWEJO Ancilla of Rwandan Nationality, residing in Ngoma Sector, Huye District, Southern province, is authorized to be the Legal Representative of the “Missionary Sisters of our Lady of the Angels (M.N.D.A.)”.

Sister KANEZA Laurence of Rwandan Nationality, residing in Ntungamo Sector, Ngara District, Akagera Province, Tanzania is authorized to be the Deputy Legal Representative of the same Association.

Article 4: Coming into force

This Order shall come into force on the date of its publication in the Official Gazette of the Republic of Rwanda.

Kigali, on 09/04/2008

The Minister of Justice/Attorney
General
KARUGARAMA Tharcisse
(sé)

Le Ministre de la Justice,

Vu la Constitution de la République du Rwanda du 04 juin 2003, telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 120 et 121;

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel de la République du Rwanda.

Kigali, le 09/04/2008

Le Ministre de la Justice/Garde
des Sceaux
KARUGARAMA Tharcisse
(sé)

**STATUTS REGISSANT L'ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF
CONGREGATION DES « SOEURS MISSIONNAIRES DE NOTRE DAME DES
ANGES »
(M.N.D.A)**

Préambule

Vu la loi N° 20/2000 du 26 Juillet 2000 relatif aux associations sans but lucrative, spécialement en ses articles 12 et 14 l'Assemblée Générale de l'Association Confessionnelle « Soeurs Missionnaires de Notre-Dame des Anges » au Rwanda, réunie à Huye en date du 28 Octobre 2006 ; approuve et adopte les statuts de la dite Association comme suit.

Chapitre premier : Dénomination, Siège, Durée , Objet et pays d'activité

Article premier :

Il est créé entre les soussignés, une association sans but lucratif confessionnelle dénommée « Soeurs Missionnaires de Notre-Dame des Anges » M.N.D.A en sigle, régie par les présent statuts et soumise aux disposition de la loi N° 20/2000 du 26 Juillet 2000 relative aux associations sans but lucratif.

STATUTE OF THE « MISSIONARY SISTERS OF OUR LADY OF THE ANGELS » (M.N.D.A)

Peamble

Considering the low N° 20/2000 of July 26,2000 relating to the non profit-making

organizations especially in its articles 12,14, and 42 the general assembly of the confessional organization “Missionary Sisters of Our Lady of the Angels” in Randa, held in Huye on October 28, 2006 approves and adopts the statutes of the above mentioned organization as follows:

Chapter one: Name, Head office, Duration, Object and Operation area.

Article one:

The undersigned have creates a non profit-making organization named “Missionary Sisters of Our Lady of Angels” M.S.O.L.A in abbreviation, following the present statutes and subjected to the disposition of the N°20/200 of July 26 2000 relating to the no profit-making organization.

AMATEGEKO SHINGIRO Y’UMURYANGO UDAHARANIRA INYUNGU W’ABABIKIRA ‘MISSIONNAIRES DE NOTRE DAME DES ANGES » (M.N.D.A)

Ibibanza

Hamaze kurebwa itegeko N° 20/2000 ryo ku wa 26 Nyakanga 2000 ryerekeye imiryango idaharanira inyungu, mu ngingo yaryo ya 12,14 na 42, inteko rusange y’umuryango w’ababikira « Missionnaires de Notre-Dame des Anges » yateraniye i Huye taliki ya 28 Ukwakira 2006 yemeje amategeko shingiro yawo ki buryo bukurikira :

Umutwe wa mbere : Izina,Icyicaro,Igihe,Igihugu umuryango ukoreramo.

Ingingo ya mbere :

Abashyize umukono kuri aya mategeko bashinze umuryango udaharanira inyungu w’abihayimana witwa « Soeus Missionnaires de Notre -Dame des Anges »(M.N.D.A) mumagambo ahinnye,ugengwa n’aya mategeko shingiro hamwe n’itegeko n°20/2000 ryo ku wa 26 Nyakanga ryerekeye imiryango idaharanira inyungu

Article 2 :

Le siège de l’association « Sœurs Missionnaire de Notre- Dame des Anges » au Rwanda est établi dans l’agglomération de Taba Cellule de Butare, Secteur de Ngoma, District de Huye Province du Sud, B.P 63 Huye, Tél : 530626, mob : 08507002. Il peut néanmoins être transférée en tout autre endroit de la république du Rwanda sur la décision de l’Assemblée Générale à la majorité de 2/3 des membres.

Article 3 :

L’association est créée pour une durée indéterminée

Article 4 :

L’Association confessionnelle « Sœur Missionnaires de Notre Dame des » Au Rwanda a pour objet :

- ⊞ De former les jeunes filles qui désirent devenir religieuses missionnaires.
- ⊞ De permettre la vie religieuse de ses membres :

Article 2 :

The head office of the organization « Missionary Sisters of Our Lady of Angel » in Rwanda is established in Taba agglomeration, Butare Cell, Ngoma Sector, Huye District, Southern Province, P.O Box 63 Huye. Tel:530626/ 08507002 It can therefore be transferred to any other place within the Republic of Rwanda if the majority of 2/3 of the general assembly members decides it.

Article 3:

The organization is created for an unspecified duration

Article 4:

The object of the confessional organization “Missionary Sisters of Our Lady of the Angels” in Rwanda is to:

- ⊘ Train young girls who want to be religious missionaries.
- ⊘ Allow religious life to its members

Ingingo ya 2:

Icyicaro cy’umuryango “Missionnaires de Notre-Dame des Anges” mu Rwanda gishyizwe mu mudugudu wa Taba, akagari ka Butare Umurenge wa Ngoma Akarere ka Huye, intara y’Amajyepfo, B.P. 63 Huye, Tel:530626/08507002. Gishobora ariko kwimukira ahandi aho ariho hose muri Repuburika y’u Rwanda byemejwe na 2/3 by’inama rusange.

Ingingo ya 3:

Igihe umuryango uzamara ntigiteganijwe.

Article 4:

Umuryango w’abihayimana « Missionnaire de Notre Dame des Anges” ugamije:

- ⊘ Guhugura no kwigisha urubyiruko rw’abakobwa bifuza kwiha Imana.
- ⊘ Gufasha abanyamuryango kurangiza inshingano zabo.
- ⊘ De mettre en pratique tout genre d’oeuvres apostoliques ou caritatives, entre autres :

-Enseigner la catéchèse dans les écoles ou dans les paroisses.

-Rendre visite et aider les indigents à sortir de cette situation en priorité les femmes.

Article 5 :

Le pays où s’exerce son activité est le Rwanda. Cette activité pourra être étendue à d’autres pays.

Chapitre II : Des membres

Article 6 :

L'association comprend les membres effectifs signataires des présent statuts et tous ceux qui y adhéreront après avoir été liés par les vœux de religion à la congrégation quelque soit leur lieu d'affectation au Rwanda.

☞ Put into practice all kinds of apostolic or charity services, among others :

-Teach catechism in schools and parishes.

-Visit and help pour people to overcome their situation, women being a priority.

Article 5:

The country where the organization is fulfilling its activity is Rwanda. This activity could be extended to other countries.

Chapter II: Membership:

Article 6:

The organization is composed of effective members who have signed these statutes and those who will adhere after being bound by religious vows to the congregation no matter which part of Rwanda they are appointed to.

☞ Gukora ibikorwa by'urukundo n'ibya gitumwa nko:

-Kwigisha iyobokamana mu mashuri changwa mu maparuwasi.

-Gusura no gufasha abakene kuva mu bukene bwabo cyane cyane abagore.

Ingingo ya 5:

Igihugu umuryango uzakoreramo ni u Rwanda ushobora kwagurira ibikorwa byawo mu bindi bihugu.

Umutwe wa II: Abanyamuryango

Ingingo ya 6:

Umuryango ugizwe n'abanyamuryango nyakuri bashyize umukono kuri aya mategeko n'abandi bese bazawinjiramo bamaze gukora amasezerano y'abihayimana muri uyu muryango,aho bazaba bari hose mu Rwanda.

Article 7:

La qualité de membre se perd par décès, le retrait (démission) volontaire ou l'exclusion pour violation des présents statuts et de son règlement intérieur. Les modalités d'adhésion, de retrait volontaire et d'exclusion sont régies par le droit propre de la congrégation.

Chapitre III Du patrimoine.

Article 8 :

Le patrimoine de l'association est constitué par :

- Par la rémunération du travail accompli par les membres.
- Les revenus provenant de leurs activités.
- Les dons et legs faits à legs fait à l'association.

Article 9 :

L'Association a la capacité d'acquérir, de posséder, et de jouir, d'administrer d'aliéner de biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de son projet.

Article 7 :

The organization membership is lost after death, voluntary resignation, or exclusion for having violated these statutes or the house rules. The membership conditions, voluntary resignation, and exclusion follow proper regulations of the congregation.

Chapter III: Inheritance

Article 8:

The inheritance of the organization is mode of:

- Payment of the work accomplished by members,
- The income from their activities,
- Donations and legacies offered to the organization.

Article 9:

The organization has the right to earn, possess, enjoy, and confiscate its furniture and real estate property for the fulfillment of its object.

Ingingo ya7: Umunyamuryango areka

kuba we bitewe n'urupfu, gusezera lu bushake, cyangwa lwirukanwa vitewe n'uko yica aya

mategeko cyangwa amabwiriza ngengamikorere y'umuryango. Ibirebana no luba umunyamuryanto, suesera lu bushake no kwirukanwa bigengwa n'amategeli bwite y'umuryango.

Umutwe wa III: Ibyerekeye umutungo:

Ingingo ya 8:

Umutungo w'umuryango ugizwe:

-N'ibihembo by'imirimo ikorwa n'abanyamuryango,

-Inyungu iva mubyobikoreye, Impano n'imirage bihawe umuryango.

Ingingo ya 9:

Umuryango ufite ububasha bwo kwishakira, bwo gutanga cyangwa gukuraho ibintu byimukanwa ukeneye kugirango ugere kuntego zawo.

Article 10:

L'association peut exercer, à titre accessoire, des activités sociales et agricoles pour atteindre ses objectifs par le soutien de ses œuvres.

Article 11 :

Les actes de disposition des biens ne peuvent être effectués que par le Conseil Général de la congrégation qui en reçoit le mandat de l'assemblée Générale.

Article 12 :

Les biens de l'association sont sa propriété exclusive. Elle affecte ses ressources à tout ce qui concourt directement ou indirectement à la réalisation de son objet. Aucun membre ne peut s'arroger le droit de possession, ni exiger une part quelconque, en cas de retrait volontaire, d'exclusion ou de dissolution de l'association.

Article 13 :

Un membre ayant contracté une dette ou un engagement sans autorisation de ses supérieures en est, et en reste responsable, même après le retrait volontaire ou exclusion

Article 10 :

The organization can exert social and agricultural activities as accessory to reach its objectives by the support of their activities.

Article 11:

The ownership acts are only made by the board of directors which gets the power of attorney from the general assembly.

Article 12:

The belongings of the organization are its own and exclusive property. It uses its resources in anything relating directly or indirectly to the fulfillment of its object. No member whoever, can assume the right of possession, or require any part of possession in case of voluntary resignation, exclusion, or dissolution of the organization.

Article 13:

A member is responsible of debts or any other engagement done without the authorization of the higher authorities: she keeps being responsible even after voluntary resignation or dissolution of congregation.

Ingingo ya 10: Ku'umugereka kubyo umuryango ugamije, umuryango ushobora kugira ibikorwa mbonezamimerere na mbonezamibereho n'ubuhinzi ugamije kujyera ku ntego zawo ubifashijwemo n'ibikorwa byawo.

Ingingo ya 11:

Ibikorwa by'igenamikoreshereze y'umutungo bikorwa gusa n'Inama y'ubuyobozi y'umuryango ibiherwa uburenganzira n'inteko rusange.

Ingingo ya 12:

Umutungo w'umuryango, ni uw'umuryango bwite. Umuryango ugenera umutungo wawo ibikorwa byose bituma ugera ku ntego zawo. Nta munyamuryango ushobora kuwiyitirira cyangwa ngo agire icyo asaba igihe asezeye, yirukanwe cyanga iyo umuryango usheshwe.

Ingingo ya 13:

Umunyamuryango wafashe umwenda cyangwa wagize andi masezerano akora nta burenganzira abihereye n'abamukuriye, niwe bibarwaho kandi aguma abibarwaho ku giti cye, niyo yaba asezeye.

de la congrégation. Il en répond éventuellement devant la justice s'il y a lieu.

Chapitre IV : Des organes de l'association :

Article 14 :

Les organes de l'association sont :

- L'Assemblée Générale,
- Le Conseil Général, appelé aussi conseil d'administration,
- Le Comité de Contrôle.

Article 15 :

L'association ayant obtenu la personnalité civile sera administrée par un Conseil Général composé de la Représentante Légale qui est la déléguée et le mandataire de la Supérieure Générale de la congrégation et une Représentante Légale Suppléante de la congrégation.

N.B : En cas d'augmentation des membres, trois autres Représentantes Légales Suppléantes peuvent être

She can even be introduced to courts if the case obliges it.

Chapter IV: Organs of the organization:

Article 14:

The organs of the association are:

- The general assembly
- The board of directors
- The Supervision committee.

Article 15:

After getting the legal personality the organization will be ran by board of director composed of the Mother Superior Legal Representative who is the delegate and the proxy of the Mother superior General of the congregation, and a Mother superior Legal Representative assistant.

N.B: If members increase in number, three other Mothers Legal Representative can be chosen.

Cyangwa yirukanwe mu muryango. Abyisobanuraho imbere y'ubutabera iyo bibiaye ngombwa.

Umutwe wa IV: Ibyerekeye inzego z'umuryango:

Ingingo ya 14:

Inzego z'umuryango ni izi sikurikira:

- Inteko rusange
- Inama y'ubuyobozi
- Inama y'ubugenzuzi.

Ingingo ya 15:

Umuryango umaze kubona ubuzima gatozi uzayoborwa n'inama y'ubuyobozi igizwe

n'umuvugizi uhagaririye kandi akaba intumwa y'umukuru w'umuryango n'iy'umuryango ubwawo hamwe n'umuvugizi wungirije.

Icyitonderwa: Igihe abanyamuryango biyongereye, abandi bavugizi 3 bungirije bashobora gutorwa n'Inteko Rusange mu banyamuryango nyakuri hakurukijwe amategeko bwite.

choisies par l'Assemblée Générale parmi les membres effectifs selon les normes de droit propre de la congrégation; les attributions sont prévues à l'article 23 des présents statuts.

Article 16 :

Les modalités de désignation, de révocation ou de résignation de la Représentante Légale et de ses Suppléantes sont régies par le droit propre de la congrégation.

Article 17 :

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'association. Elle est composée des déléguées choisies par leurs pairs parmi les membres effectifs de l'association.

Article 18 :

L'Assemblée Générale exerce des attributions suivantes :

- Élire la Représentante Légale et les Représentantes Légales Suppléantes,
- Examiner et approuver les rapports moraux et financiers présentés par les autorités à la -

by the General Assembly among effective members according to proper regulations of the congregation, their attributions are provided for by article 23 of these present statutes

Article16:

The conditions of appointment, dismissal, and resignation of the mother superior legal representative or her assistants, are provides for by proper regulations of the congregation.

Article 17:

The General Assembly is the supreme organ of the organization. It is composed of delegates chosen by their peers among effective members of the organization.

Article 18:

The General Assembly is accountable for the following attributions:

- Elect the Mother general Legal Representative and her assistants,
- Examine and approve moral and financial reports presented by the authorities at the end of their

y'umuryango. Imirimo yabo iteganijwe mu ngingo ya 23 y'aya mategeko.

Ingingo ya 16:

Ibirebana no gushyirwaho, gukurwaho guhagarikwa kumirimo y'umuvugizi hamwe n'abavugizi bungirije bigengwa n'amategeko bwite y'umuryango.

Ingingo ya 17:

Inteko rusange nirwo rwego rw'ikirenga rw'umuryango. Igizwe n'abanyamuryango bahagarariye abandi, abanyamuryango ubwabo bitorera mu banyamuryango nyakuri.

Ingingo ya18::

Inteko rusange ilora imirimo ikurikira:

- Gutora umuvugizi uhagarariye umuryango hamwe n'abavugizi bungirije,
- Gusuzuma no kwemeza raporo y'imyitwarire-

Conclusion de leur mandat.

-Établir les prescriptions générales obligeant tous les membres et les modifier si besoin est,

-Déterminer les activités de l'association;

-Adopter et modifier les statuts et le règlement d'ordre intérieur,

Proposer la dissolution de l'association.

-Accepter les dons et legs.

-Approbations des comptes annuels

Article 19 :

L'Assemblée Générale est convoquée et présidée par la Représentante Légale de l'association, en cas d'absence de la Représentante Légale elle est convoquée par les Représentantes Légales Suppléantes. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de la Représentante Légale et de ses suppléantes, l'Assemblée Générale sera convoquée par le membre délégué le plus âgé dans la profession; pour la circonstance, elle élira en son sein une présidente de session.

Mandate

-Elaborate general prescriptions obliging all the members and to adapt them once necessary,

-Adopt and adapt statutes, house rules, and determine organization's activities

-Propose the dissolution of the organization,

-Accept donations and legacies;

-Approval of the annual accounts;

Article 19:

The general assembly is called together and presided over by The Mother Superior Legal Representative of the organization. In case of her absence or impediment, the general assembly is called together by her assistants. In case of simultaneous absence or impediment of the Mother Superior and her assistants, the general assembly will be called

together by the most aged delegate member in the profession, for this circumstance, the assembly elects the president of the session within itself

n'iyimicungire y'umutungo itanzwe n'abayobozi b'umuryango bacyuye igihe,
-Gutegura amabwiriza rusange ateguka abanyamuryango bose cyangwa kuyahindura iyo bibaye ngombwa -Kwemeza no guhindura amategeko agenga umuryango n'amabwiriza mboneza mimirere yao. -Gusaba iseswa ry'umuryango -Kwemeza impano n'indagano -Kwemeza buri mwaka imicungire y'imari.

Ingingo ya 19:

Inteko rusange ihamagazwa kandi ikayoborwa n'umuvugizi uhagarariye umuryango. Yaba adahari cyangwa atabonetse, igahamagazwa n'umubuvugizi wungirije. Igihe abo bombi badahari cyangwa batabonetse icyarimwe, inteko rusange izahamagarwa n'umunyamuryango uhagarariye abandi kandi ubakuriye mu masezerano. Incyo gihe, abagize inteko rusange bitoramo Perezida w'inama.

Article 20:

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si elle réunit les 2/3 de ses membres. Si le quorum n'est pas atteint, on organisera une autre réunion dans un délai de 15 jours calendriers où les délibérations seront valables à la majorité absolue des membres présents.

Article 21 :

La présidente est élue parmi les membres effectifs pour un mandat de trois ans renouvelables une fois. Les vice-présidentes sont les représentantes légales suppléantes. Elles sont élues pour un mandat de 3 ans renouvelables.

Article 22 :

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. En cas d'absence ou d'empêchement de la présidente, le conseil est convoqué par des vice-présidentes. Il siège valablement lorsque la majorité absolue des membres est présente. En cas de parité de voix, celle de la présidente compte double.

Article 20 :

The decisions of the general assembly are only valid if the assembly gathers at least 2/3 of its members. If it does not have the quorum, another assembly is organized within 15 days and here the decisions will be valid at the absolute majority of the attending members.

Article 21:

President is elected among effective members for a 3 years term renewable only once. Vice presidents are Legal representative assistants. They are elected for a 3 years renewable term.

Article 22:

The board of directors gathers at least once a term and as many times as the interest of the organization is targeted. In case of absence or impediment of the president, the board is called together by one of vice presidents. It gathers validly when the absolute majority of members are present. In case of equal votes, the president's vote counts double.

Ingingo ya 20:

Inteko rusange ifata ibyemezo bihamye iyo 2/3 by'abayigize bahari. Iyo uwo mubare utuzuye, indi nama itumizwa mu minsi 15 igafatirwamo ibyemezo bifite agaciro hakurikijwe ubwiganze busesuye bw'abayigize.

Ingingo ya 21:

Perezida atorwa mu banyamuryango nyakuri, manda ye imara igihe cy'imyaka 3, ashobora kongera gutorwa inshuro imwe. Abavisi-perezida n'abavugizi bunguriye batorerwa manda y'imyaka 3 ishobora kongerwa.

Ingingo ya 22:

Inama y'ubuyobozi iterana nibura rimwe mu gihembwe n'igihe chose bibaye ngombwa kubera inyungu z'umuryango. Igihe Perezida adahari cyangwa atabonetse, inama y'ubuyobozi ihamagazwa n'umwe mu bavisi-perezida. Iterana bifite agaciro hakurikijweko haba ubwiganze busesuye bw'abayigize. Iyo amajwi angana, irya Perezida rigira uburemere bw'abiri.

Article 23:

Les attributions du conseil sont les suivantes:

- Assister la représentante Légale dans la gouvernance de l'association, -Traiter les questions prévues par le droit propre et universel, -Mettre en exécution les décisions et les recommandations de l'assemblée Générale,
- Préparation des sessions réglementaires de l'Assemblée Générale,
- Gestion du patrimoine de l'association, -Préparation des projets de budgets annuel et des rapports d'exécution y relatifs,
- Propositions des modifications des statuts et du règlement d'ordre intérieur,
- Négocier les dons et les legs avec les partenaires.

Article 23:

The board's attributions are the followings:

- Help the Mother Legal representative in the governance of the association; -Deal with issues provided for by proper and universal regulations -Implement decisions and recommendations from the general assembly, -
- Organize general assembly meetings as provided for by these statutes, -Manage the inheritance of the organization, -Design projects for

annual budget and providing their implementation reports, statutes and the house rules, with partners.

-Propose rectifications of the
-Negotiate donations and legacies

Ingingo ya 23:

Inama y'ubuyobozi ishinzwe ibi bikurikira:

-Kunganira umuvugizi uhagarariye umuryango mu bubuyobozi bwawo,
-Kwiga ibibazo biteganywa n'amategeko bwite y'umuryango hamwe n'aya kilizia.
-Gushyira mu bikorwa ibyemezo n'ibyifuzo by'inteko rusange,
Gutegura inama zitegetswe z'inteko rusange,
-Gucunga umutungo w'umuryango, -Gutegura umushinga w'ingengo y'imari y'umwaka na raporo irebana n'imirungire y'umutungo w'umuryango,
-Gusaba ihindurwa ry'amategeko agenga umuryango n'amabwiriza mbonezamikorere yawo,
-Gushyikirana n'abatanga impano n'indagano.

Article 24 :

Le Comité de Contrôle se réunit au moins une fois par trimestre et autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. En cas d'absence ou d'empêchement de la présidente, le conseil est convoqué par une des vice-présidentes. Il siège valablement lorsque la majorité absolue des membres est présente. En cas de parité des voix celle de la présidente compte double.

Article 25 :

Les attributions du comité de contrôle sont : Examiner et approuver les rapports présentés par le conseil d'administration.

Chapitre V : Dispositions finales :

Article 26 :

Les projets ou œuvres éventuels développés par l'association font l'objet d'un rapport annuel adressé à l'autorité civile locale où s'exerce son activité.

Article 24 :

The supervision committee gathers at least once a term and as many as the interest of the organization is targeted. In case of absence or impediment of the president, the board is called together by one of vice presidents. It gathers validly when the absolute majority of members are present. In case of equal votes, the president's vote counts double.

Article 25:

The attributions of the supervision committee are to examine and approve reports presented by the board of directors.

Chapter V: Last measures:

Article 26:

An annual report of projects and activities that are carried out by the organization is to be handed in to the local civil authorities of the operation area.

Ingingo ya 24:

Inama y'ubugenzuzi iterana nibura rimwe mu gihembwe n'igihe chose bibaye ngombwa kubera inyungu s'umuryango. Igihe Perezida adahari cyangwa atabonetse, inama y'ubuyobozi ihamagazwa n'umwe mu bavisi-perezida. Iterana bifite agaciro hakurikijweko haba ubwiganze busesuye bw'abayigize. Iyo amajwi angana, irya Perezida rigira uburemere bw'abiri.

Ingingo ya 25:

Inama y'ubugenzuzi ishinzwe gusuzuma no kwemeza raporo zitanzwe n'inama y'ubuyobozi.

Umutwe wa V: Ingingo zisoza:

Ingingo ya 26:

Imishinga cyangwa ibikorwa bitangiwe n'umuryango bioirerwa raporo y'umwaka igahabwa ubuyobozi bw'akarere umuryango ukoreramo.

Article 27:

L'Assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association qu'en agissant conformément au droit propre et après avoir obtenue le consentement de 2/3 des membres effectifs.

Article 28 :

En cas de dissolution, l'avoir social sera affecté aux œuvre religieuses ou philanthropiques de préférence à celles ayant le même objet, comme défini à l'article 4 de ces statuts.

Article 29 :

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que sur décision de l'Assemblée Générale à la majorité absolue de membres réunis pour statuer à cet effet.

Fait à Huye le 28/10/2006

MEMBRE EFFECTIFS DE L'ASSOCIATION.

SR.MUSINDARWEJO Ancilla
Sr.KANEZA Laurence

Sr.DUCHESNE Thérèse

Article 27 :

The general assembly can decide the dissolution of the organization only if it is according to proper regulations and after the consensus of 2/3 if effective members.

Article 28:

In case of dissolution, the organization's social belongings will be offered to catholic religious deeds or to philanthropic ones, preferably those with similar object as defined in article 4 of these statutes.

Article 29:

The statutes at hand cannot be modified if it is not the decision of the general assembly at the absolute majority of the members gathered to rule on this proper issue.

Done at huye, October 28/10/2006

Ingingo ya 27:

Inteko rusange ntishobora kwemeza iseswa ry'umuryango idakurikije amategeko bwite yawo hamwe no kubyemererwa na 2/3 by'abanyamuryango nyakuri.

Ingingo 28:

Igihe umuryango usheshwe umutungo rusange ugenerwa ibikorwa bishingiye kuri Kiliziya Gatokika cyangwa ibikorwa by'ubugiraneza cyane cyane.

Ingingo ya 29:

Aya mategeko ntashobora guhindurwa Atari ku cyemezo cy'inteko rusange yateranyee kugira ngo ikore uwo murimo wo guhindura amategeko.

Bikorewe i Huye kuwa 28/10/2006

**Bwana Minisitiri muri Primature Ushinzwe Imirimo
y'Inama y'Abaminisitiri**

Impamvu: Bwana SULEMAN BUTT

Bwana Minisitiri,

Mpereye ku Iteka rya Minisitiri n° 74/11 ryo kuwa
31/08/2005 rishyiraho uburyo ubwenehugu busabwa n'uko butangwa n'uko butangwa;

Nejewe no kubamenyesha ko Bwana SULEMAN Butt
wavukiye mu gihugu cya Pakistani, yanditswe mu bitabo by' irangamimerere bya Gasabo, Umurenge wa
Remera, nkaba mboneyeho kandi , Bwana Minisitiri kubasaba ko yatangazwa mu Igazeti ya Leta Ya Repubulika
y'u Rwanda kugira ngo ashobore kubona uburenganzira yemererwa n'amategeko nk'Umunyarwanda.

Mugire amahoro.

Umuyobozi w'Akarere ka Gasabo
NYINAWAGAGA Claudine
P.O. André BIZIMANA
V/M Affaires Sociales
(sé)

Bimenyeshejwe:

- Bwana Minisitiri w'Ubutegetsi bw'Igihugu
- Bwana Minisitiri w'Ubutabera
- Madamu Umuyobozi w'Umujyi wa Kigali

KWEMERA ITANGWA RY'UBWENEGIHUGU NYARWANDA	ACCEPTANCE OF GRANTING RWANDAN NATIONALITY	ACCORD POUR L'OCTROI DE LA NATIONALITE RWANDAISE
Minisitiri w'Ubutabera, Amaze gusuzuma ibikubiye mu isaba ry'ubwenehugu nyarwanda ryo kuwa 27/10/2006 ryoherejwe n'Umuyobozi w'Akarere ka Gasabo, kuwa 12/06/2007; Amaze kubona ko Bwana SULEMAN Butt asanzwe afite ubwenehugu bwa Pakistani nk'uko bigaragazwa	The Minister of Justice, Upon an application for Rwandan Nationality of 27/10/2006 submitted by the Mayor of Gasabo District, on 12/06/2007; Considering that Mr. SULEMAN Butt has Pakistan Nationality according to the	Le Ministre de la Justice, Vu le Dossier de demande de nationalité rwandaise du 27/10/2006 transmis par le Maire du District de Gasabo, en date du 12/06/2007; Vu que Monsieur SULEMAN Butt est de nationalité Pakistanaise tel qu'il est

<p>n'ibyangombwa yatanze asaba ubwenehugu nyarwanda;</p> <p>Amaze kubona ko uwasabye ubwenehugu yashyiranywe n'umunyarwanda KAMPIRWA UWIMFURA Farida, mwene MURINDAHABI Kassim na KAYIJAGE Asiya, ufite irangamuntu n° 30797 yatangiye i Nyarugenge, kuwa 14/10/1997;</p> <p>Amaze gusuzuma ibyangombwa byose bisabwa n'amategeko kugira ngo ubwenehugu nyarwanda buhabwe umunyamahanga washyiranywe n'umunyarwanda;</p> <p>YEMEJE KO:</p> <p>Bwana SULEMAN Butt yakwandikwa nk'umunyarwanda mu gitabo cy'irangamimerere cyabugenewe.</p> <p>Agaciro k'itangwa ry'ubwenehugu nyarwanda gahera ku muni bitangarijweho mu Igazeti ya Leta ya Repubulika y'u Rwanda.</p> <p>Kigali, kuwa 24/08/2007 Minisitiri w'Ubutabera KARUGARAMA Tharcisse (sé)</p>	<p>documents submitted applying for Rwandan Nationality;</p> <p>Considering that the applicant is married to KAMPIRWA Uwimfura Farida of Rwandan Nationality, daughter of MURINDAHABI Kassim and KAYIJAGE Asiya, having Identity Card n° 30797 issued at Nyarugenge, on 14/10/1997;</p> <p>Upon verification of all conditions required by the law in order to grant Rwandan Nationality to an alien who marries a Rwandan national;</p> <p>HEREBY ACCEPTS THAT:</p> <p>Mr SULEMAN Butt can be registered as a Rwandan Citizen in the relevant registry.</p> <p>The acquisition of Rwandan Nationality takes effect on the date of its publication in the Official Gazette of the Republic of Rwanda.</p> <p>Kigali, on 24/08/2007 The Minister of Justice KARUGARAMA Tharcisse (sé)</p>	<p>prouvé par les documents transmis avec la demande d'acquisition de la nationalité rwandaise;</p> <p>Vu que le concerné a épousé KAMPIRWA Uwimfura Farida de nationalité rwandaise et fille de MURINDAHABI Kassim et KAYIJAGE Asiya ayant la carte d'identité n° 30797 délivrée à Nyarugenge le 14/10/1997;</p> <p>Après avoir vérifié toutes les conditions requises par la loi en vue d'accorder la nationalité à un étranger qui épouse un rwandais;</p> <p>ACCEPTÉ QUE:</p> <p>Monsieur SULEMAN Butt soit enregistré comme rwandais dans le registre de l'état civil approprié.</p> <p>L'acquisition de la nationalité rwandaise sort ses effets à partir de la date de sa publication au Journal Officiel de la République du Rwanda.</p> <p>Kigali, le 24/08/2007 Le Ministre de la Justice KARUGARAMA Tharcisse (sé)</p>
---	--	---

INGINGO Z'INGENZI Z'URWANDIKO RWA MULISA Eugène RUSABA GUHINDURA AMAZINA

Uwitwa MULISA Eugène uba mu Murenge wa Kanombe, Umujyi wa Kigali, yasabye guhindura ayo mazina ye mu irangamimerere ye.

Impamvu ashaka kuyahindura ni uko ayo mazina ari aya murumuna we, we akaba yarayihaye mu rwego rwo kugira ngo yige mu izina ry'uwo murumuna we kuko ariwe wari uzi ubwenge, bombi rero ubu bakaba bitwa ayo mazina, akaba ahura n'ikibazo kuko amadosiye yabo agongana, cyane cyane kuyerekeye Caisse Sociale. N'amabanki.

Arifuzwa rero ko amazina ya MULISA Eugène yasimbuzwa aya NKUBILI Edouard mu irangamimerere ye, kuko ariyo yitwaga.

BAKRI INTERNATIONAL ENERGY CO. (RWANDA) Ltd

MEMORANDUM AND ARTICLES OF ASSOCIATION

The undersigned:

1. **BAKRI INTERNATIONAL ENERGY CO. (BERMUDA) Ltd**, a Company incorporated and registered in Bermuda under Registration n° 17193 on the 8th of September 2000 with its principal place of business at Canon's Court 22 Victoria Street, P.O. Box HM 1179, Hamilton HM EX;

2. **Hussain Majed Al SHAMMA'A** of Kuwaiti Nationality, holding Passport n° 002216539, expiring on May 29th, 2011;

Do hereby agree on the following:

CHAPTER ONE: NAME, OBJECTIVES, HEAD OFFICE, DURATION

Article premier:

A limited liability Company to be known as **BAKRI INTERNATIONAL ENERGY CO. (RWANDA) Ltd** is hereby established. It shall be governed by the laws of the Republic of Rwanda and these Articles of Association.

Article 2:

The objective for which the company is established is to deal in petroleum products and this objective will include, but won't be limited to:

- i. Import of petroleum products,
- ii. Export of petroleum products,
- iii. Marketing and Distribution of petroleum products,
- iv. Trading and manufacturing of all products associated to oil such as fuels, synthetic or chemical lubricants, chemical heating and/or lighting agents,
- v. Trading and processing of oil in its widest sense and notably crude oil, natural gases and all by- products,
- vi. Commercial representation for the products and activities described above,

The Company will also be entitled and authorized to:

- vii. do any or any of the above things in any part of the world either as principal agents, contractors, trustees or otherwise and either solely or in conjunction with others, either through managers, managing agents, sub-contractors, trustees or otherwise with the power to appoint a trustee or trustees personal or corporate, to hold any property on behalf of the company and to allow any property to remain outstanding in such trustee or trustees;
- viii. enter into partnership or amalgamate with any person or body for the purpose of carrying on any business or transaction within the objects of the Company, and to enter into such arrangements for co-operation, sharing profits, losses, mutual assistance, or other working arrangements as may seem desirable;
- ix. invest, lend or otherwise deal with unemployed money, in such manner, and upon such terms, as may thought fit, and to vary investments;
- x. do all such other things as are incidental or may be deemed conducive to the attainment of the above objectives or any of them

Article 3:

The head-office of the Company shall be situated in Kigali the capital city of the Republic of Rwanda. It may be transferred to any other place in the Republic of Rwanda when the shareholders so decide.

Article 4:

The Company may upon a decision by the shareholders during the General Meeting establish branches or subsidiaries in the Republic of Rwanda or elsewhere in the world.

Article 5:

The registration of the Company shall be complete upon entering its name in the registry of companies. The Company shall continue to exist for an undetermined period of time. It may however be dissolved by decision of the General Meeting.

CHAPTER TWO: CAPITAL-SHARES

Article 6:

The authorised share capital of the Company is Five Hundred Thousand Rwanda Francs (RWF 500,000) divided into Five Hundred Shares (500) of One Thousand Rwanda Francs (RWF 1,000) each.

The shares are fully paid for in the following manner:

Name of shareholder	Number of shares	Equivalent in RWF
1. BAKRI INTERNATIONAL ENERGY CO (BERMUDA) Ltd	455	455,000 RWF
2. Hussain Majed Al SHAMMA'A	45	45,000 RWF
TOTAL	500	500,000 RWF

Article 7:

The Company has the power from time to time to increase the authorised capital.

Article 8:

The liability of the members is limited.

Article 9:

In accordance with legal provisions, a register of shareholders shall be kept at the head-office. Any shareholder and any other interested party shall have access to the same. This access to the register shall not include its movement from the Head Office.

Article 10:

Any Transfer of Shares shall be subject to the right of first refusal as described in this Clause:

1. Notification

Any holder of shares desiring to effect a transfer (hereinafter the "Offering Shareholder"), must inform the Board thereof beforehand. The notification must be sent by registered mail, and state:

- (i) the number and the Shares the Transfer of which is proposed;
- (ii) the name and address of the candidate-transferee;
- (iii) the price offered per Share by the candidate-transferee (or in case the consideration does not consist of cash, the cash equivalent of the offered consideration), and
- (iv) all other terms and conditions of the planned Transfer

2. Right of first refusal

Within five (5) business days from the receipt of the notification the Board will send a copy of this notification to the other Shareholders. As of the receipt of this Notification from the Board, the Other Shareholders shall have a period of twenty one (21) days to exercise their right of first refusal on the offered shares. Each of the other shareholders may exercise this right of first refusal on all or a part of the offered shares.

Article 11:

The legal personal representative of a deceased shareholder or to any other person to whom he/she may have specifically bequeathed the same shall be the only person recognised by the company as having any title to the share of the deceased.

Article 12:

Shares are indivisible. In case there are several claimants to one share, all rights arising from the share will be suspended until one person is decided upon as the rightfully owner of the share.

CHAPTER THREE: MANAGEMENT

Article 13:

The Company shall be managed by a Board of Directors appointed by the shareholders. The day to day

management of the company shall be managed by a Chief Executive Officer appointed by the Board of Directors on such terms and conditions as it deems fit. For the first 2 years, Mr. Hussain Majed Al SHAMMA'A is appointed as the Chief Executive Officer.

The Board of Directors shall appoint on terms and conditions as it deems appropriate, a General Manager/Country Manager directly reporting to the Chief Executive Officer. The Chief Executive Officer shall delegate some of his/her responsibilities and powers to the General/Country Manager.

Article 14:

The Chief Executive Officer is in charge of the day to day management of the company. He/She shall have full powers to manage and administer assets and activities of the company within the limits of the company's objectives. It shall be within his/her powers to carry out all those duties which are not expressly reserved for the General Meeting either by the law or by these articles of association.

The Chief Executive Officer shall submit monthly performance reports to the Board of Directors and seek its input and/or authority for key decisions involving the Company's commitment to a bigger extent.

Article 15:

The Chief Executive Officer shall receive remuneration (whether by way of salary, commission and/or participation in profits in one way or another) as the Board, in its meeting, may determine. He may be replaced at any time by decision of the Board of Directors

Article 16:

The Chief Executive Officer may resign at any time from his position, with a 30 days notice to the Board of Directors.

Article 17 :

The Chief Executive Officer is accountable before the General Meeting. He/She will deliver, on a basis to be determined by the General Meeting, a full report of all activities within the company and answer all questions asked by the other partners in regards with the management of the company.

Article 18:

The Board of Directors shall be appointed by the shareholders for a term not exceeding 6 years and shall be eligible for re-election for a similar term. The Directors shall not be less than three and not more than twelve.

Article 19:

The Board of Directors shall meet at least once every six months. At the last meeting of the Board of Directors of each financial year, the Board shall consider, review and approve the operating program and budget for the next financial year.

CHAPTER FOUR: GENERAL MEETING

Article 20:

The General Meeting is constituted of all shareholders that hold at least 25 (twenty five) shares, issued up to fifteen (15) days prior to the meeting of the General Meeting or its continuation, and that is registered in the Company's share register.

The General Meeting shall appoint for 2 renewable years a Chairperson and a Vice-Chairperson among the shareholders. The General Meeting is chaired by the Chairperson or the Vice-Chairperson in the absence of the Chairperson. The Chairperson and the Vice-Chairperson may be dismissed by the General Meeting. They are not entitled to any salary but may seek reimbursement of all fees engaged on behalf of the company.

Article 21:

The General Meeting shall convene once a year at the head-office of the Company or any other location mentioned in the notice of the meeting when such location is convenient and in harmony with the interests of the company. Such general meeting shall be called « Ordinary meeting ».The Chairperson or the Vice-Chairperson shall cause the general meeting to convene

The General Meeting is convened with at least thirty (30) days notice, or fifteen (15) days notice in the case of extra-ordinary meetings, in writing by means of regular mail, fax or electronic mail as well as by publication in a local newspaper. The notice can be waived by all shareholders either in writing or by appearing at the meeting.

All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary meetings. An extraordinary meeting may be called each time the company deems it necessary, or at the request of shareholders representing at least 1/10 of the Capital share.

Article 22:

The fully constituted general meeting shall be representative of all the shareholders' interests and all decisions taken there are in conformity with the law and the Company's Articles of Association which shall be binding on all shareholders.

Any shareholder can be represented at the General Meeting by another shareholder, by a Board member, by a person given power of attorney or by participation by conference call, provided that all participants can hear and communicate with each other.

As an instrument of representation, a letter, telegram, telex, telefax or e-mail to the chairperson of the meeting will suffice, and must be received at least two days before the date fixed for the meeting. If the chairperson has any doubt as to the origin, authenticity of the signature, the letter can be notarized or/and the mandated person provide an identification document.

Article 23:

When the number of shareholders reaches five (5) at least, the General Meeting shall appoint for three renewable years auditors to supervise the Company's operations. The number of auditors and their remuneration will be decided by the General Meeting. The auditors shall have an unlimited right of supervision and control on all Company's operations.

Article 24:

The resolutions of the General Meeting shall be taken on the basis of majority vote. They shall be signed by the Chairperson and in his absence, by the Vice-Chairperson of the Board or such other shareholder that the company may appoint and the Secretary. The resolutions shall be kept in a special register to be found at the company head-office.

CHAPTER FIVE: BALANCE SHEET-DIVIDENDS

Article 25:

The financial year starts on the 1st January and ends on the 31st of December of the same year. The first financial year starts on the day the company is entered into the register of companies and ends on 31st December of the same year.

Article 26:

The Management shall cause proper accounts to be kept with respect to:

- a) All sums of money received and expended by the company and the matters in respect of which the receipt and expenditure took place;
- b) All sales and purchase of goods by the company, and;
- c) The assets and liabilities of the company.

Article 27:

At the end of each financial year, a complete inventory of the company's assets will be carried out by the Chief Executive Officer. The company's books will be balanced on a day to day basis and at the end of the financial year; the Chief Executive Officer will submit a full financial report to the General Meeting for approval.

Article 28:

The Management shall from time to time cause to be prepared and to be laid before the company in a General meeting such profit and loss accounts, balance sheets and such other reports that shall be required by the general meeting.

Article 29:

1. The profits of the company available for dividends and resolved for distribution shall be presented to the General meeting;
2. The company in a general meeting may determine the dividends to be paid;
3. No dividend shall be payable except out of profits of the company or in excess of the amount recommended by the general meeting.

CHAPTER SIX: WINDING UP

Article 30:

If the company's share capital shall for any reason be reduced by ½, then the Chief Executive Officer shall cause the matter to be tabled before an extraordinary general meeting which decide on the winding up of the company.

Article 31:

If the company shall be wound up, the General Meeting shall appoint one or several liquidators who with the authority of an extraordinary resolution shall divide among the shareholders in specie or in kind the whole or any part of the assets of the company.

Article 32

The liquidator shall divide among the shareholders, on prorata of the shares held by them respectively, the assets remaining after payment of debts, liabilities of the company and the costs of liquidation.

CHAPTER SEVEN: FINAL PROVISIONS

Article 33:

For any matter not taken care of by articles of association, the members shall be bound by the laws governing companies in the Republic of RWANDA.

Article 34:

Any disputes involving the company shall first be brought to the attention of the General meeting and when the General meeting fails to resolve the matter, it shall be referred to an arbitrator or panel of arbitrators agreed upon by the parties. The decision taken by the Arbitrator or panel of arbitrators shall be final and binding on all the parties involved.

Article 35:

The members declare that the company's incorporation charges are 700,000 RWF (Seven Hundred Thousand Rwandan Francs).

Done in Kigali on the 7th of February 2008

THE SUBSCRIBERS

**BAKRI INTERNATIONAL ENERGY
CO. (BERMUDA) Ltd**

Hussain Majed Al SHAMMA'A

AUTHENTIC DEED NUMBER 1763, VOLUME XXXV

The year two thousand and eight, the seventh day of February, We, **UWITONZE Nasira**, NYARUGENGE District Notary being and living in Kigali, certify that the deed, the clauses of which are here before reproduced were presented to us by:

1. BAKRI INTERNATIONAL ENERGY Co. (Bermuda) Ltd
2. Mr. Hussain Majed Al SHAMMA'A

Were present Mr. Désiré KAMANZI and Mr. Emmanuel KITUSA all being in Kigali as witnesses to the deed and fulfilling the legal requirements.

Having read to the shareholders and witnesses the content of the deed, the shareholders have declared before us and in the presence of the aforesaid witnesses that the deed, as it is written down, includes well their will.

In witness whereof, the hereby deed was signed by the shareholders and us, authenticated and imprinted of the seal of the NYARUGENGE District's Notary office.

THE SHAREHOLDERS

BAKRI INTERNATIONAL ENERGY Co.
(Bermuda) Ltd
(sé)

Mr. Hussain Majed Al SHAMMA'A
(sé)

THE WITNESSES

Mr. Désiré KAMANZI
(sé)

Mr. Emmanuel KITUSA
(sé)

The Notary
UWITONZE Nasira
(sé)

Derived rights:

The deed fees 2,500 FRW, registered by us, **UWITONZE Nasira**, Nyarugenge District Notary being and living in Kigali, under number 1763, Volume XXXV, the price of which amounts to 2,500 FRW derived under receipts N° 196504/01/01 and 196505/01/01 of February 7th, 2008, and issued by the Accountant of the NYARUGENGE District.

The Notary
UWITONZE Nasira
(sé)

The drawing up fees:

For authentic drawing up the price of which amounts to Thirty Six Thousands Rwanda Francs derived from an authentic drawing up under the same receipts.

Kigali, the 7th day of February 2008

The Notary
UWITONZE Nasira
(sé)

A.S. n° 43066

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 05/03/2008 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 183/08KGL le dépôt de statuts de la société BAKRI INTERNATIONAL

ENERGY CO. (RWANDA) LTD.

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 2980026 du 7/2/2008

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**

BIOLANDES RWANDA SARL

STATUTS

Les soussignés :

1. BIOLANDES SAS, une société par actions simplifiée avec siège social sis Route de Bélis, 40 420 Le Sen et immatriculée en date du 25 Janvier 1989 sous le n° R.C.S. Mont de Marsan 349 190 108 ;

2. BIOLANDES TECHNOLOGIES, une société par actions simplifiée avec siège social sis Route de Bélis, 40 420 Le Sen et immatriculée en date du 10 Février 1987 sous le n° R.C.S. Mont de Marsan 340 128 032 ;

Déclarent par le présent acte constituer sous le régime de la législation en vigueur au Rwanda, une société à responsabilité limitée dont ils arrêtent les statuts comme suit :

CHAPITRE I : DENOMINATION-SIEGE-OBJET-DUREE

Article premier :

La société à responsabilité limitée constituée par le présent acte est dénommée « BIOLANDES RWANDA ». Cette dénomination sera toujours suivie, dans toute correspondance ou annonce publicitaire, de la formule « Société À Responsabilité Limitée » ou « SARL » en abrégé.

Article 2 :

Le siège social est établi à Kigali, en République Rwandaise. Il peut être transféré en tout autre endroit de la République Rwandaise, par décision de l'Assemblée Générale.

La société pourra établir, par décision de l'Assemblée Générale, des sièges administratifs ou d'exploitation, des guichets, bureaux, agences et succursales au Rwanda ou à l'étranger.

Article 3 :

La Société a pour objet au Rwanda et à l'étranger:

- l'achat, le traitement, la transformation de matières aromatiques en vue de la production et de la commercialisation d'extraits purs ou dérivés et plus généralement la production et la commercialisation de toute matière première destinée à l'industrie des parfums, cosmétiques et arômes

Pour réaliser cet objet, la Société pourra :

- Créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter directement ou indirectement tous fonds et tous établissements similaires et nécessaires à l'exploitation de l'objet social et tous objets mobiliers et matériels
- L'acquisition et la vente par voie d'apport, d'échange, d'achat et autrement la construction, l'installation, l'aménagement, la

prise à bail à court ou à long terme, avec ou sans promesse de vente, de tous immeubles bâtis ou non bâtis pouvant servir d'une manière quelconque aux besoins et affaires de la société, ainsi que les fonds de commerce, matériels, objets mobiliers, marchandises, tous établissements industriels et commerciaux et tous comptoirs

- La prise de participation par tous moyens dans toutes entreprises ou sociétés ayant un objet similaire, complémentaire ou connexe
- En général, tous actes ou opérations commerciales, financières ou industrielles se rattachant directement ou indirectement à son objet tel que circonscrit ci-haut ou en facilitant la réalisation, l'extension ou le développement tant au RWANDA qu'à l'étranger.

Article 4 :

La société est constituée pour une durée indéterminée prenant cours à la date de l'immatriculation de la société au Registre de Commerce. Elle peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions requises en matière de modification des statuts.

CHAPITRE II: CAPITAL SOCIAL, APPORTS, PARTS SOCIALES

Article 5 :

Le capital social est fixé à 500.000 Frw (Cinq Cent Mille Francs Rwandais). Il est intégralement souscrit, libéré et divisé en 500 parts de 1.000 Frw chacune réparties comme suit :

Associés	Nombre de parts	Francs rwandais
i. BIOLANDES SAS	499	
ii. BIOLANDES TECHNOLOGIES	1	
	499.000	
	1.000	
TOTAL	500	500.000

Article 6 :

La propriété de parts sociales résulte de leur inscription au nom du titulaire sur le registre des associés tenu à cet effet au siège de la société. Ce registre mentionne la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts possédées, les versements effectués et leurs dates, les cessions des parts, les transmissions à cause de mort, les charges et tout élément affectant les parts. Ce registre peut être consulté par tout associé ou tiers intéressé.

Article 7 :

L'Assemblée Générale, délibérant dans les conditions normales de modification des statuts peut toujours décider de l'augmentation du capital, soit par une nouvelle souscription, soit par une acceptation d'autres associés.

Article 8 :

Les cessions entre vifs ou transmission à cause de mort des parts sociales sont subordonnées au droit de préemption de l' (des) autre (s) associé (s) et se font conformément à la loi.

Article 9 :

Le décès, l'incapacité, l'interdiction ou la déconfiture de l'un quelconque des associés n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un des associés, la société continuera entre les associés survivants et un ou plusieurs héritiers ou ayants droit de l'associé décédé.

En cas de retrait de la succession, la valeur de la part remboursable ou cessible est celle qui résulte du dernier bilan.

Article 10 :

La qualité d'associé donne droit à la participation à la gestion de la société. Elle donne également droit au partage des dividendes.

Les associés ne sont responsables des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription. La possession d'une part apporte adhésion aux statuts et décisions de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE III : ADMINISTRATION – DIRECTION – POUVOIRS – SIGNATURES - SURVEILLANCE

Article 11 :

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour une période déterminée par l'Assemblée Générale des associés et en tout temps révocables par elle. Le nombre des Administrateurs est fixé par l'Assemblée Générale comme en matière ordinaire. Les fonctions des Administrateurs sortant prennent fin immédiatement après l'Assemblée Générale annuelle, leur mandat est renouvelable.

Article 12 :

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un Administrateur pour les remplacer.

Article 13 :

En cas de vacance d'une ou plusieurs places d'Administrateurs notamment par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restant du Conseil d'Administration et les Commissaires aux Comptes réunis en Conseil d'Administration ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la plus prochaine Assemblée Générale des associés, qui procédera à l'élection définitive. L'Administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'Administrateur qu'il remplace.

Article 14 :

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, à défaut de son Vice-Président, ou à défaut de l'Administrateur désigné pour le remplacer chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que la moitié au moins des Administrateurs le demandent. Les réunions se tiennent au moins deux fois l'an aux lieux indiqués dans les convocations. La date des réunions est fixée de manière telle que les Administrateurs résidant à l'étranger puissent rejoindre le lieu de rencontre dans les délais prévus, compte tenu des possibilités de déplacement.

Article 15 :

Sauf cas de force majeure, le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque Administrateur peut, même par simple lettre, télécopie, courrier électronique donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil d'Administration et d'y voter en son lieu et place. Le délégué est dans ce cas, réputé présent. Toutefois, aucun Administrateur ne peut représenter plus de deux de ses collègues.

Un Administrateur peut aussi, mais seulement lorsque la moitié des membres du Conseil sont présents, en personne, exprimer des avis et formuler ses votes par écrit, télécopie ou courrier électronique.

Toutes décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix pondérées des parts. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Article 16 :

L'usage de moyens modernes de communication est permis et un Conseil d'Administration tenu par le biais de télé ou vidéo conférence serait réputé tenu dans des formes acceptables pour la société et les décisions ainsi prises seraient valables.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération et au vote ; les délégués signent pour les membres qu'ils représentent. Un registre spécial où sont inscrits les procès-verbaux est tenu à cet effet. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil et un Administrateur désigné au cours de la réunion comme Secrétaire.

Article 17 :

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'Administration et de disposition qui intéressent la société, sauf ceux réservés par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale. Il a dans sa compétence tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou les statuts à l'Assemblée Générale des associés. Il a, notamment les pouvoirs de décider toutes les opérations qui entrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tout les apports, cessions, souscriptions commandites, associations, participations ou interventions financières relatives aux dites opérations.

Article 18 :

Le Conseil d'Administration délègue la gestion journalière de la société à un Directeur Général. Pour une période indéterminée, M. Dominique COUTIÈRE est nommé Président du Conseil d'Administration et M. Dominique ROQUES, Directeur Général. Le Directeur Général est rééligible et révocable par le Conseil d'Administration, conformément à la loi.

Le Directeur Général assure, sous le contrôle et la supervision du Conseil d'Administration, l'administration générale de la société et a tous pouvoirs pour engager celle-ci sous réserve du respect de l'objet social et des pouvoirs expressément réservés au Conseil d'Administration.

Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative :

- Nommer et révoquer tous agents et employés de la société et fixer leur rémunération ;
- Gérer les biens meubles et immeubles de la société ;
- Autoriser tous traités, transactions, compromis, acquiescements et désistements;
- Fixer les dépenses générales d'administration;
- Statuer sur tous traités, marchés, soumissions, adjudications ou entreprises ;
- Souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce ;
- Faire ouvrir auprès de toutes banques ou établissements de crédit tous comptes et créer tous chèques, effets et ordres de virement pour le fonctionnement de ces comptes ;
- Payer et encaisser toutes sommes, en donner ou retirer quittance.

Tous les actes engageant la société doivent porter la signature du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général.

Le Directeur Général, s'il est autre qu'Administrateur, participe au Conseil sans voix délibérative.

Article 19 :

Sauf délégation spéciale du Conseil d'Administration, tous actes engageant la société vis-à-vis des tiers, tous pouvoirs et procurations ne sont valables que lorsqu'ils sont signés par le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général, ou un mandataire nommé par le Conseil d'Administration.

Article 20 :

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société par le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général.

Article 21 :

L'Assemblée Générale peut allouer aux Administrateurs des jetons de présence, à charge des frais généraux, pour leur participation effective au Conseil.

Article 22 :

Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes nommés à la majorité des voix par l'Assemblée Générale qui en fixera le nombre et les émoluments lorsque la société comptera plus de cinq associés. Jusque là, chacun des associés conserve la possibilité d'investigation et de contrôle, et la nomination des commissaires aux comptes ne sera pas nécessaire.

Article 23:

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, moyennant un préavis de trente jours signifié à chacun des associés par lettre recommandée à la poste. Cette démission ne peut être intempestive.

Article 24 :

Le Directeur Général est responsable devant l'Assemblée Générale, à laquelle il doit remettre un rapport détaillé sur les activités de la société et répondre à toutes questions posées par les associés relativement à la marche de la société.

CHAPITRE IV : ASSEMBLEE GENERALE

Article 25 :

L'Assemblée Générale ordinaire se tiendra une fois par an aux date et lieu qui seront déterminés dans l'invitation à l'Assemblée Générale. Les assemblées générales se tiendront chaque fois que l'intérêt de la société l'exigera ou à la demande des associés représentant au moins un dixième du capital social.

Article 26:

L'Assemblée Générale des associés élit en son sein un Président et un Vice Président pour un mandat dont elle fixe la durée. L'Assemblée Générale est présidée par son Président ou à défaut par son Vice-Président. Le Président et le Vice Président peuvent être révoqués dans les mêmes formes que celles de leur nomination. Ils ne sont pas rémunérés mais pourront voir, toutefois, les frais exposés par eux remboursés.

Article 27 :

Tout propriétaire de part sociale peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire. Le

mandataire doit être porteur d'une procuration.

Article 28 :

L'Assemblée Générale est convoquée par les soins du Directeur Général par lettre adressée aux associés au moins huit jours avant la date de la tenue de l'Assemblée. La convocation mentionne l'ordre du jour ainsi que le jour, l'heure et le lieu de l'Assemblée, ce dernier incluant le siège d'un des actionnaires.

Article 29 :

Les décisions en Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire se prennent conformément à la loi. Les votes se font à main levée sauf décision motivée à prendre séance tenante.

En cas d'impossibilité de réunir les Administrateurs de la Société dans un même endroit, l'Assemblée Générale sera réputée valable en cas de téléconférence organisée entre les Administrateurs de la Société. Le lieu où se trouvera le Président de l'Assemblée Générale sera réputé lieu de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE V : BILAN - INVENTAIRE

Article 30 :

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de l'année et se termine le 31 décembre de la même année.

Article 31 :

Il est établi à la fin de chaque exercice social par les soins du Directeur Général, un inventaire général de l'actif et du passif, un bilan et un compte de pertes et profits. La tenue de la comptabilité est journalière et à la fin de l'exercice, le Directeur Général après approbation du Conseil d'Administration arrête la situation comptable qu'il présente à l'Assemblée Générale ordinaire.

CHAPITRE VI : AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Article 32 :

L'excédent favorable du bilan, après déduction des frais généraux, des amortissements et des autres charges, ainsi que des impôts, constituent le bénéfice net de l'exercice.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé 5% pour former un fonds de réserve sans pour autant dépasser 10% du capital social dans lequel cas pareil prélèvement deviendrait facultatif.

Pour le surplus, l'Assemblée Générale pourra affecter les montants qu'elle estime nécessaires à la constitution de tous autres fonds spéciaux, de réserve, de provision ou de renouvellement. Le solde sera réparti entre les associés à titre de dividendes. Le paiement des dividendes se fera aux époques et endroits fixés par l'Assemblée Générale.

Article 33 :

Aucune répartition de dividendes ne peut avoir lieu entre les associés en l'absence de bénéfices effectivement réalisés. En cas de diminution de capital, aucune distribution de dividendes ne peut avoir lieu aussi longtemps que le capital n'a pas été reconstitué ou légalement réduit.

CHAPITRE VII : DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 34 :

En cas de perte du quart du capital social, le conseil d'administration doit convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire et lui soumettre les mesures de redressement de la société. Si la perte atteint la moitié du capital, la dissolution peut être décidée par les associés possédant la moitié des parts pour lesquelles il est pris part au vote.

Si par suite de pertes, l'avoir social n'atteint plus les trois quarts du capital minimal, la société sera dissoute à la demande de tout associé, à moins que le capital ne soit complété à due concurrence.

Article 35 :

La prolongation, la dissolution ou la mise en liquidation de la société ne peut être décidée que par l'Assemblée Générale qui délibérera dans les conditions prescrites pour la modification des statuts.

Article 36 :

Lors de la liquidation de la société, quelle qu'en soit la cause, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou

plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale, qui en déterminera les pouvoirs.

Article 37 :

En cas de dissolution, le solde bénéficiaire de la liquidation sera partagé entre les associés suivant le nombre de leurs parts respectives, chaque part conférant un droit égal. Les pertes éventuelles seront souscrites entre les associés dans la même proportion sans toutefois qu'un associé puisse être tenu d'effectuer un versement au delà de son apport en société.

CHAPITRE VI: DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 38 :

Pour l'exécution des présents statuts, les associés font élection de domicile au siège social de la société où toutes communications, sommations, assignations ou significations leur seront valablement faites.

Article 39 :

Toute contestation entre les associés et la société ou entre les associés eux-mêmes sera réglée à l'amiable et si ceci s'avère infructueux, elle sera soumise à un arbitrage ou alors au tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social.

Article 40 :

Pour ce qui ne serait pas expressément prévu par les présents statuts, les associés se conformeront à la législation en vigueur au Rwanda.

Article 41 :

Les associés approuvent les opérations effectuées pour le compte de la société en formation, et déclarent que les frais de la constitution de la société sont évalués à Cinq Cent Mille Francs Rwandais (500.000 FRW).

Article 42 :

Les soussignés, représentant l'universalité des associés, après avoir pris connaissance des présents statuts de la société « BIOLANDES RWANDA SARL », constatent que toutes les conditions requises sont réunies pour la constitution d'une société à responsabilité limitée.

Ainsi fait à Kigali, le 28 Février 2008

LES ASSOCIÉS

1. BIOLANDES SAS

2. BIOLANDES TECHNOLOGIES

**ACTE NOTARIE NUMERO TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE TROIS,
VOLUME LXXVII**

L'an deux mille huit, le vingt huitième jour du mois de février, Nous, Landrine RUZINDANA, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais, étant et résidant à Kicukiro, certifions que l'acte dont les clauses sont reproduites ci avant nous a été présenté par :

- 1. BIOLANDES SAS**
- 2. BIOLANDES TECHNOLOGIES**

En présence de Claude HANYURWUMUTIMA et de Eugène KAYIRANGA, témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi.

Lecture du contenu de l'acte ayant été faite aux comparants et aux témoins, les comparants ont déclaré devant Nous et en présence desdits témoins que l'acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et Nous, Notaire et revêtu du Sceau de l'Office Notarial du District de Kicukiro.

LES COMPARANTS

BIOLANDES SAS

BIOLANDES TECHNOLOGIES

LES TEMOINS

Claude HANYURWUMUTIMA

Eugène KAYIRANGA

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine

DROITS PERÇUS

Frais d'acte : Deux Mille Cinq Cent Francs Rwandais, enregistrés par Nous Landrine RUZINDANA, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais étant et résidant à Kicukiro, sous le numéro 3433, volume LXXVII dont le coût Deux Mille Cinq Cent francs rwandais (versés sur compte du District de Kicukiro) perçus suivant reçu de versement n° CAR/11/732951 du 27 février 2008, délivré par ECOBANK RWANDA, Siège Social.

Frais d'expédition : Vingt Huit Mille Francs Rwandais (28,000 Frw) pour une expédition authentique perçus sur la même quittance.

Kigali, le 28 Février 2008

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine

A.S. n° 43064

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 05/03/2008 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 181/08KGL le dépôt de statuts de la société BIOLANDES.RWANDA SARL

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 3013269 du 29/2/2008

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**

DISCOUNT SECURITIES (RWANDA) LIMITED

MEMORANDUM AND ARTICLES OF ASSOCIATION

The undersigned:

1. **DISCOUNT SECURITIES LIMITED**, a Company incorporated in Nairobi (Kenya) on June 28th, 1993 with Certificate of Incorporation n° 54361 and with its Head Office located at International House, 4th floor, P.O. Box 42489-00100 Nairobi-Kenya;

2. **MURUNGU INVESTMENTS COMPANY (HOLDINGS) LIMITED** a Holding Company incorporated in Nairobi (Kenya) on December 18th, 1980 with Certificate of Incorporation n° 21774 and with its Head Office located at International House, 4th floor, P.O. Box 42489-00100 Nairobi-Kenya;

3. **MR GODFREY KIMARU** of Kenyan Nationality, holding Passport n° A **1150622**, issued on June 14th, 2007 in Nairobi-Kenya and expiring on June 14th, 2017;

4. **MR WILFRED M. WERU** of Kenyan Nationality, holding Passport n° A **929150**, issued on April 20th, 2005 and expiring on April 20th, 2010,

Do hereby agree on the following:

CHAPTER ONE: NAME, OBJECTIVES, HEAD OFFICE, DURATION

Article One:

A limited liability Company to be known as **DISCOUNT SECURITIES (RWANDA) LIMITED** is hereby established. It shall be governed by the laws of the Republic of Rwanda and these Articles of Association.

Article 2:

The objectives for which the company is established are to provide professional services such as, but not limited to:

- i. To carry on the business of stockbrokers, dealers in shares, stock, bonds, debentures, obligations or other securities; issue on commission, sell or dispose of any of the securities before enumerated or to act as agent for any of the above like purposes,
- ii. to carry on the business of investment advisers in the areas of securities, investments, business real estate development, tax legal and other related matters;
- iii. To carry on the business of merchant bankers, investment business managers, finance arrangers, finance advisors and fund managers, and such other business normally undertaken by a merchant bank;
- iv. To carry on the business of a discount house and to draw issue, accept, indorse, discount, rediscount bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments and to undertake such other business conducted by a discount house;
- v. To undertake the business of unit trust scheme providing for persons participating as beneficiaries under a trust, in profits or income arising from the acquisition, holding, management or disposal of securities or any other property;
- vi. to undertake trust business or every kind and in any part of the world and in particular to act as trustee or as a custodian or managing trustee or any administrator or to hold any office similar or analogous to that of a trustee, executor or administrator;
- vii. To subscribe for, underwriter, purchase or otherwise acquire and hold, dispose of, and deal with the securities, stocks, and evidence of indebtedness or of the right to participate in profits or assets or other similar document issued by any Government, authority, corporation, or body, or by any Company or body of persons, and general investments of every kind however issued any options or rights in respect thereof and to buy, hold and sell foreign exchange currency, bullion or specie;
- viii. To borrow or raise money for the business of the Company in such manner as the Company or directors shall think fit and to secure the repayment of any money borrowed, raised or owing, by mortgage, charge or lien upon the whole or part of the Company's property or assets (whether present or future) including its uncalled capital and guarantee the performance by the Company or any obligation or liability it may undertake;
- ix. To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, unions or interest or cooperation with the Company, firm or persons carrying on or proposing to carry on any business within the objects of this Company and to acquire and hold shares, stocks or securities of such Company ;
- x. To invest the capital or other moneys of the Company in and to acquire (by purchase, lease concession, grant, license or otherwise) and to hold, manage, develop, lease, exchange sell or otherwise dispose or deal in such business, options, rights, privileges, lands, buildings, leases, under leases, stocks, shares, debentures, bonds, obligations, securities, reversionary interests, annuities, policies or assurance and other property and rights and interests in property as the Company shall deem fit in any part of the world; and to vary

of the investments of the Company, and to enter into, assist or participate in financial, commercial, mercantile, industrial and other transactions, undertakings, and business or every description;

xi. To acquire and take over the whole or part of any company, business or undertaking which the Company may desire to acquire or become interested in, and the whole or any of the assets and liabilities of such company, business or undertaking, and to carry on the same, and to dispose of, remove, or put an end thereto, and otherwise deal with the same as may seem expedient.

xii. To negotiate or pay in advance coupons and interest on public loans and securities;

xiii. To do all or any of the things hereinbefore authorized either alone or in conjunction with or as factors, trustees, agents and to do all such other things as may be deemed incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

xiv. To carry on any other business (whether management or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or interest'

xv. to sale, lease, let, mortgage or otherwise dispose of the lands, houses, buildings and other property of the company;

xvi. to undertake or direct the management of the property, buildings, lands and estates (of any tenure or kind) of the persons, whether members of the company or not, in the capacity of stewards or receivers or otherwise;

xvii. generally to purchase, take on lease in exchange, hire or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings machinery, plant and stock-in-trade;

xviii. to improve, manage, cultivate, develop, exchange, let on lease or otherwise, mortgage, charge, sell, dispose of, turn to account, grant rights and privileges in respect of, or otherwise deal with all or any of the property and rights of all Company;

xix. to promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company;

xx. to acquire by purchase or otherwise lands and properties or otherwise acquire rights of occupancy and generally to secure any tenure whatsoever, whether subject or not to any charges or encumbrances, and to hold or to sell, let or alienate, mortgage or otherwise deal with all or any such lands;

xxi. to apply for, purchase, or otherwise acquire and protect and renew in any part of the world any patents, patent rights, trade marks, designs, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to their use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company; or acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired, and to expend money in experimenting upon, testing or improving such patents, inventions or rights;

xxii. to acquire any such shares, stocks, debentures, debenture stock, scripts, bonds, notes, securities, obligations, funds or loans by original subscription, tender, purchase, participation in syndicates, exchange or otherwise, and to guarantee subscription thereof, and to exercise, and enforce all rights and powers conferred by or incidental to ownership thereof, and to vary and transpose from time to time as may be considered expedient any of the company's investments for the time being;

xxiii. to acquire and take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any company or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property or assets suitable for the purpose of the company;

xxiv. to pay for any property or assets acquired by the company either in cash or fully or partly paid shares or by the issue of securities or obligations, or partly in one mode and partly in another and generally on such terms as may be determined;

xxv. to lend money and/or guarantee the performance of the contracts or obligations of any company, firm or person, and the payment and repayment of the capital and principal or, dividends, interest or premium on any stock, shares and security of any company, whether having objects similar to those of the company or not, and to give all kinds of indemnities, and to make and receive subvention payments;

xxvi. to borrow or raise or secure the payment of money by bank overdrafts, by mortgage, or by the issue of debentures or debenture stock, perpetual or otherwise, or in such other manner on the company's property or assets, present and future, including its uncalled capital, and to provide collateral or further to secure any securities of the company by a trust deed or other assurance;

xxvii. to issue and deposit any securities which the company has power to issue by way of mortgage or to secure any such sum less than the nominal amount of such securities, and also by way of security for the performance of any contract or obligations of the

company or of its customers or of any other company or person having dealings with the company, or in whose business or undertakings the company is interested;

xxviii. to receive money on deposit with or without interest thereon;

xxix. to establish or promote, or join in the establishment or promotion of, any other company whose objects, shall include the taking over of any of the assets and liabilities of the company or the promotion of which shall be calculated to advance its interests;

xxx. to amalgamate with any other company, whose objects are or include objects similar to those of the company;

xxxi. to distribute any of the company's property or assets among the members in specie;

xxxii. to do all such acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects. It is hereby declared that the word "company" except where used in reference to the company shall be deemed to include any partnership, or other body of persons whether incorporated and whether not existing or hereinafter to be formed;

xxxiii. it is furthermore expressly declared that the intention is that the objects set forth in each of the foregoing paragraphs of this clause shall be construed in the most liberal way and shall in no way be limited or restricted by reference to any other paragraph or by any inference drawn from the terms of any other paragraph.

Article 3:

The head-office of the Company shall be situated in Kigali the capital city of the Republic of Rwanda. It may be transferred to any other place in the Republic of Rwanda when the shareholders so decide.

Article 4:

The Company may upon a decision by the shareholders during the General Meeting establish branches or subsidiaries in the Republic of Rwanda or elsewhere in the world.

Article 5:

The registration of the Company shall be complete upon entering its name in the registry of companies. The Company shall continue to exist for an undetermined period of time. It may however be dissolved by decision of the General Meeting.

CHAPTER TWO: CAPITAL-SHARES

Article 6:

The authorised share capital of the Company is Twenty Five Million Rwanda Francs (RWF 25,000,000) divided into Twenty Five Thousand Shares (25,000) of One Thousand Rwanda Francs (RWF 1,000) each.

The shares are fully paid for in the following manner:

Name of shareholder	Number of shares	Equivalent in RWF
iii. DISCOUNT SECURITIES LIMITED	12,500	12,500,000 RWF
iv. MURUNGU INVESTMENTS COMPANY (HOLDINGS) Ltd	11,700	11,700,000 RWF
v. Mr. Godfrey KIMARU	400	400,000 RWF
vi. Mr. Wilfred M. WERU	400	400,000 RWF
TOTAL	25,000	25,000,000 RWF

Article 7:

The Company has the power from time to time to increase the authorised capital.

Article 8:

The liability of the members is limited.

Article 9:

In accordance with legal provisions, a register of shareholders shall be kept at the head-office. Any shareholder and any other interested party shall have access to the same. This access to the register shall not include its movement from the Head Office.

Article 10:

Any Transfer of Shares shall be subject to the right of first refusal as described in this Clause:

3. Notification

Any holder of shares desiring to effect a transfer (hereinafter the "Offering Shareholder"), must inform the Board thereof beforehand. The notification must be sent by registered mail, and state:

- (v) the number and the Shares the Transfer of which is proposed;
- (vi) the name and address of the candidate-transferee;
- (vii) the price offered per Share by the candidate-transferee (or in case the consideration does not consist of cash, the cash equivalent of the offered consideration), and
- (viii) all other terms and conditions of the planned Transfer

4. Right of first refusal

Within five (5) business days from the receipt of the notification the Board will send a copy of this notification to the other Shareholders. As of the receipt of this Notification from the Board, the Other Shareholders shall have a period of twenty one (21) days to exercise their right of first refusal on the offered shares. Each of the other shareholders may exercise this right of first refusal on all or a part of the offered shares.

Article 11:

The legal personal representative of a deceased shareholder or to any other person to whom he/she may have specifically bequeathed the same shall be the only person recognised by the company as having any title to the share of the deceased.

Article 12:

Shares are indivisible. In case there are several claimants to one share, all rights arising from the share will be suspended until one person is decided upon as the rightfully owner of the share.

CHAPTER THREE: MANAGEMENT

Article 13:

The Company shall be managed by a Board of Directors appointed by the shareholders. The day to day management of the company shall be managed by a Chief Executive Officer appointed by the Board of Directors on such terms and conditions as it deems fit. For the first two years, Mr. William G. MURUNGU is appointed as the Chairman of the Board of Directors and Mr. David GITHAIGA as the Chief Executive Officer.

The Board of Directors shall appoint on terms and conditions as it deems appropriate, a General Manager/ Country Manager directly reporting to the Chief Executive Officer. The Chief Executive Officer shall delegate some of his/her responsibilities and powers to the General/Country Manager.

Article 14:

The Chief Executive Officer is in charge of the day to day management of the company. He/She shall have full powers to manage and administer assets and activities of the company within the limits of the company's objectives. It shall be within his/her powers to carry out all those duties which are not expressly reserved for the General Meeting either by the law or by these articles of association.

The Chief Executive Officer shall submit monthly performance reports to the Board of Directors and seek its input and/or authority for key decisions involving the Company's commitment to a bigger extent.

Article 15:

The Chief Executive Officer shall receive remuneration (whether by way of salary, commission and/or participation in profits in one way or another) as the Board, in its meeting, may determine. He may be replaced at any time by decision of the Board of Directors

Article 16:

The Chief Executive Officer may resign at any time from his position, with a 30 days notice to the Board of Directors.

Article 17 :

The Chief Executive Officer is accountable before the General Meeting. He/She will deliver, on a basis to be determined by the General Meeting, a full report of all activities within the company and answer all questions asked by the other partners in regards with the management of the company.

Article 18:

The Board of Directors shall be appointed by the shareholders for a term not exceeding 6 years and shall be eligible for re-election for a similar term. The Directors shall not be less than three and not more than twelve.

Article 19:

The Board of Directors shall meet at least once every six months. At the last meeting of the Board of Directors of each financial year, the Board shall consider, review and approve the operating program and budget for the next financial year.

CHAPTER FOUR: GENERAL MEETING

Article 20:

The General Meeting is constituted of all shareholders that hold at least 500 (five hundred) shares, issued up to fifteen (15) days prior to the meeting of the General Meeting or its continuation, and that is registered in the Company's share register.

The General Meeting shall appoint for 2 renewable years a Chairperson and a Vice-Chairperson among the shareholders. The General Meeting is chaired by the Chairperson or the Vice-Chairperson in the absence of the Chairperson. The Chairperson and the Vice-Chairperson may be dismissed by the General Meeting. They are not entitled to any salary but may seek reimbursement of all fees engaged on behalf of the company.

Article 21:

The General Meeting shall convene once a year at the head-office of the Company or any other location mentioned in the notice of the meeting when such location is convenient and in harmony with the interests of the company. Such general meeting shall be called an "Ordinary meeting".The Chairperson or the Vice-Chairperson shall cause the General Meeting to convene

The General Meeting is convened with at least thirty (30) days notice, or fifteen (15) days notice in the case of extra-ordinary meetings, in writing by means of regular mail, fax or electronic mail as well as by publication in a local newspaper. The notice can be waived by all shareholders either in writing or by appearing at the meeting.

All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary meetings. An extraordinary meeting may be called each time the company deems it necessary, or at the request of shareholders representing at least 1/10 of the Capital share.

Article 22:

The fully constituted general meeting shall be representative of all the shareholders' interests and all decisions taken there are in conformity with the law and the Company's Articles of Association which shall be binding on all shareholders.

Any shareholder can be represented at the General Meeting by another shareholder, by a Board member, by a person given power of attorney or by participation by conference call, provided that all participants can hear and communicate with each other.

As an instrument of representation, a letter, telegram, telex, telefax or e-mail to the chairperson of the meeting will suffice, and must be received at least two days before the date fixed for the meeting. If the chairperson has any doubt as to the origin, authenticity of the signature, the letter can be notarized or/and the mandated person provide an identification document.

Article 23:

When the number of shareholders reaches five (5) at least, the General Meeting shall appoint for three renewable years auditors to supervise the Company's operations. The number of auditors and their remuneration will be decided by the General Meeting. The auditors shall have an unlimited right of supervision and control on all Company's operations. The shareholders agree that for the time being, it will not be necessary to appoint auditors, as they have extended powers of control and monitoring of the company's operations.

Article 24:

The resolutions of the General Meeting shall be taken on the basis of majority vote. In the case of an equality of votes the Chairperson of the meeting shall be entitled to a second or casting vote. The resolutions shall be signed by the Chairperson and in his absence, by the Vice-Chairperson of the General Meeting or such other shareholder that the company may appoint and the Secretary. They shall be kept in a special register to be found at the company head-office.

CHAPTER FIVE: BALANCE SHEET-DIVIDENDS

Article 25:

The financial year starts on the 1st January and ends on the 31st of December of the same year. The first financial year starts on the day the company is entered into the register of companies and ends on 31st December of the same year.

Article 26:

The Management shall cause proper accounts to be kept with respect to:

- d) All sums of money received and expended by the company and the matters in respect of which the receipt and expenditure took place;
- e) All sales and purchase of goods by the company, and;
- f) The assets and liabilities of the company.

Article 27:

At the end of each financial year, a complete inventory of the company's assets will be carried out by the Chief Executive Officer. The company's books will be balanced on a day to day basis and at the end of the financial year; the Chief Executive Officer will submit a full financial report to the General Meeting for approval.

Article 28:

The Management shall from time to time cause to be prepared and to be laid before the company in a General meeting such profit and loss accounts, balance sheets and such other reports that shall be required by the general meeting.

Article 29:

- 4. The profits of the company available for dividends and resolved for distribution shall be presented to the General meeting;
- 5. The company in a general meeting may determine the dividends to be paid;
- 6. No dividend shall be payable except out of profits of the company or in excess of the amount recommended by the general meeting.

CHAPTER SIX: WINDING UP

Article 30:

If the company's share capital shall for any reason be reduced by ½, then the Chief Executive Officer shall cause the matter to be tabled before an extraordinary general meeting which decide on the winding up of the company.

Article 31:

If the company shall be wound up, the General Meeting shall appoint one or several liquidators who with the authority of an extraordinary resolution shall divide among the shareholders in specie or in kind the whole or any part of the assets of the company.

Article 32

The liquidator shall divide among the shareholders, on prorata of the shares held by them respectively, the assets remaining after payment of debts, liabilities of the company and the costs of liquidation.

CHAPTER SEVEN: FINAL PROVISIONS

Article 33:

The Seal of the Company shall not be affixed to any instrument except by the authority of a resolution of the Board and shall be so affixed in the presence of at least one Director and the Company Secretary or some other person approved by the Board, both of whom shall sign every instrument to which the Seal is so affixed in their presence.

Article 34:

For any matter not taken care of by articles of association, the members shall be bound by the laws governing companies in the Republic of RWANDA.

Article 35:

Any dispute involving the company shall first be brought to the attention of the General meeting and when the General meeting fails to resolve the matter, it shall be referred to an arbitrator or panel of arbitrators agreed upon by the parties. The decision taken by the Arbitrator or panel of arbitrators shall be final and binding on all the parties involved.

Article 36:

The members declare that the company's incorporation charges are 1,000,000 RWF (One Million Rwanda Francs).

Done in Kigali on the 28th of February 2008

THE SUBSCRIBERS

(sé)

DISCOUNT SECURITIES LIMITED

(sé)

Mr. Godfrey KIMARU

(sé)

**MURUNGU INVESTMENTS COMPANY
(HOLDINGS) LIMITED**

(sé)

Mr. Wilfred M. WERU

**AUTHENTIC DEED NUMBER THREE THOUSAND FOUR HUNDRED AND THIRTY FOUR,
VOLUME LXXVII**

The year two thousand and eight, the twenty eight day of February, We, **RUZINDANA Landrine**, Kicukiro District Notary being and living in Kigali, certify that the deed, the clauses of which are here before reproduced were presented to us by:

1. DISCOUNT SECURITIES LIMITED
2. MURUNGU INVESTMENTS COMPANY (HOLDINGS) LIMITED

3. Mr. GODFREY KIMARU
4. Mr. WILFRED M. WERU

Were present Mr. Claude HANYURWUMUTIMA and Mr. Eugène KAYIRANGA all being in Kigali as witnesses to the deed and fulfilling the legal requirements.

Having read to the shareholders and witnesses the content of the deed, the shareholders have declared before us and in the presence of the aforesaid witnesses that the deed, as it is written down, includes well their will.

In witness whereof, the hereby deed was signed by the shareholders and us, authenticated and imprinted of the seal of the KICUKIRO District's Notary office.

THE SUBSCRIBERS

(sé)

DISCOUNT SECURITIES LIMITED

(sé)

**MURUNGU INVESTMENTS COMPANY
(HOLDINGS) LIMITED**

(sé)

Mr. Godfrey KIMARU

(sé)

Mr. Wilfred M. WERU

THE WITNESSES

Mr. Claude HANYURWUMUTIMA
(sé)

Mr. Eugène KAYIRANGA
(sé)

The Notary
RUZINDANA Landrine
(sé)

Derived rights:

The deed fees 2,500 FRW, registered by us, **RUZINDANA Landrine**, Kicukiro District Notary being and living in Kigali, under number 3434, Volume LXXVII, the price of which amounts to 2,500 FRW transferred to account of the District of Kicukiro at ECOBANK and derived under receipt N° CAR/11/732946 issued by ECOBANK S.A, Head Office.

The Notary
RUZINDANA Landrine
(sé)

The drawing up fees:

For authentic drawing up the price of which amounts to Thirty Six Thousand Rwanda Francs derived from an authentic drawing up under the same receipt.

Kigali, the 28th day of February 2008

The Notary
RUZINDANA Landrine
(sé)

A.S. n° 43067

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 05/03/2008 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 184/08KGL le dépôt de statuts de la société DISCOUNT SECURITIES (RWANDA) LIMITED

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 3003499 du 22/2/2008

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**

E.G.F.J. CLEANING SERVICES (SERVICE DE NETTOYAGE)

STATUS

Entre les soussignés :

- | | |
|-------------------------------|---------------|
| 1. Frère Félicien KANYAN KORE | B.P118 KIGALI |
| 2. Frère Artiste KAMALI | B.P118 KIGALI |
| 3. Frère Innocent AKIMANA | B.P118 KIGALI |

Il a été convenu ce qui suit :

Chapitre premier: Dénomination, Siège, Objet, Durée.

Article premier :Il est constitué une Société à responsabilité limité, sous régime de la législation en vigueur en République et des présents statuts.

Article 2 : La société prend le dénomination : *EGFJ CLEANING SERVICES (SERVICE DE NETTOYAGE)*.

Article 3 : Le siège social est établi à Kigali, où tous les actes doivent être légalement notifiés

Article 4 : La Société a pour objet d'entretenir soigneusement les immeubles, les bureaux, l'espace verte ainsi que d'autres ayant le rapport avec le service de nettoyage et la fumigation.

Article 5 : La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social

Article 6 : Le capital social est constitué de 100 parts d'une valeur nominale de 20 000 frw chacune, soit 2 000 000 Frw, souscrits et libérés comme suit :

1. Frère Félicien KANYAN KORE 75 parts, soit 1 500 000 FRW
2. Frère Artiste KAMALI 15 parts, soit 300 000 FRW
3. Frère Innocent AKIMANA 10 parts, soit 200 000 FRW

Article 7 : Le capital social peut être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois sur décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Chapitre III. Administration de la Société

Article 8 : La Société est administrée par un Conseil d'administration de 4 membres nommés par l'Assemblée Générale. Les administrateurs sont nommés pour trois ans renouvelables.

Article 9 : Le président du Conseil d'Administration est choisi par les associés

Article 10 :

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et toutes les fois qu'il le juge convenable

Article 11 : Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du Conseil.

Article 12 : Le président du Conseil d'administration représente la Société vis-à-vis de l'Etat, de l'autorité administrative ou judiciaire, et des tiers. Il autorise les transactions, soumissions, marchés et contrats préparés ou négociés par le Directeur de La Société.

Article 13 : Les avoirs de la Société sont déposés sur un ou plusieurs comptes bancaires ouverts au nom de la EGFJ CLEANING SERVICES par le Président du Conseil d'administration dues à la Société ainsi que celles qu'elle doit sont réglées par cette voie.

Article 14 : Le conseil d'administration arrête les inventaires et comptes à soumettre à l'Assemblée Général. Il statue toutes propositions d'affectation des bénéfices.

Article 15 : Le conseil d'administration délègue la gestion journalière de la Société à un Directeur. Le Directeur gère les biens de la Société et en répond devant le Conseil d'administration. Il dispose pour cela de services technique ad hoc (secrétariat, comptabilité et approvisionnement). En outre le Directeur établit les relations avec les clients et cherche de nouveaux services.

Chapitre IV. Assemblée Générale

Article 16 : L'Assemblée Générale est constitué par l'universalité des associés. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et dissidents.

Article 17 : L'Assemblée Générale se tient 1 fois par semestre et l'Assemblée Générale extra ordinaire chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent.

Article 18 : Elle est convoquée et Présidé par le président du Conseil d'administration : Les avis de convocation sont adressés aux associés au moins 10 jours avant la tenue de la réunion.

Article 19 : Elle entend les rapports des administrateurs et des commissaires aux comptes, statue sur les bilans et le comptes des pertes et profits, se prononce sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Article 20 : Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts. Pour siéger valablement, l'Assemblée Générale doit réunir 85% des parts sociales, ses décisions sont prises par la majorité des ¾ des parts sociales.

Chapitre V. : Contrôle

Article 21 : Deux commissaires aux comptes sont désignés par l'Assemblée Générale pour une durée de 3 ans. Les commissaires aux comptes contrôlent la gestion financière et font rapport au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale. Des émoluments leur seront accordés.

Chapitre VI. Bilan-Inventaire-Répartition des bénéficiaires

Article 22 : L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de la même année. Toutefois le premier exercice commence le jour de l'immatriculation au registre de commerce pour se terminer le 31 Décembre suivant.

Article 23 : A la fin de chaque exercice social, il est établi, par les soins du Conseil d'administration, un inventaire, un compte de profits et pertes et un bilan ainsi qu'un rapport sur les activités de la société. Les documents précités sont tenus à la disposition des commissaires aux comptes au plus tard 45 jours avant la date de l'Assemblée Générale. Ils sont ensuite communiqués aux associés avec le rapport des commissaires aux comptes et la lettre de convocation à cette Assemblée.

Article 24 : L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux des autres charges y compris les impôts et des amortissements de l'actif social, constitue le bénéfice net de l'exercice. Du bénéfice net sera prélevé 5% pour former le fonds de réserve légale. Le solde des bénéfices est réparti entre les associés compte tenu de leurs parts sociales.

Chapitre VII. Dissolution

Article 25 : En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, l'Assemblée Générale décide de la liquidation, sur proposition du Conseil d'Administration. Après apurement des dettes et charge de la société, l'actif net sera réparti entre les associés au prorata de leurs parts souscrites.

Chapitre VIII. Disposition finales

Article 26 : Pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, on se conformera à la législation en vigueur au Rwanda.

Fait à Kigali, le/...../.....

Les associés de l'EGFJ CLEANING SERVICES (SERVICE DE NETTOYAGE)

1. Frère Félicien KANYAN KORE

2. Frère Artiste KAMALI

3. Frère Innocent AKIMANA

PROCES VERBAL DE LA REUNION SOUS LA PRESIDENCE DU FRERE FELICIEN KANYANKORE DU 04/04/2006

Les membres associés de la société l'EGFJ CLEANING SERVICES se réunis le 04/04/2006 à Remera.

Etaient présents :

1. Frère Félicien KANYAN KORE, Associé ;
2. Frère Artiste KAMALI, Associé ;
3. Frère Innocent AKIMANA, Associé ;

A l'ordre du jour figurait trois points :

1. Adoption des Statuts de la Société ;
2. Election du Président du Conseil d'Administration
3. Modalités de gestion de la Société

Dans son allocution d'ouverture de la réunion, le Frère Félicien a dit aux associés que leur société l'EGFJ CLEANING SERVICES a vu le jour lors de la collecte des cotisations. Les statuts de la Société étaient déjà à point, les membres doivent les approuver avant qu'ils soient acheminé chez le Notaire.

Après avoir lu tout le texte des statuts, les associés l'ont adopté à l'unanimité. Abordant le 2^{ème} point, les associés ont élu à l'unanimité le Frère Félicien KANYANKORE comme Président du Conseil d'administration et Représentant Légal de la Société. Ils ont en outre délégué le Frère Aristide KAMALI comme Directeur de la Société. Au départ, a-t-il précisé la gestion restera dans les mains d'un associé pour le bon suivi de sa croissance.

Concernant la gestion journalière de la Société et surtout les finances , les associés ont décidé d'ouvrir un compte au nom de la Société. Pour la signature sur ce compte, le Directeur, à savoir le Frère Aristide KAMALI et la Président du Conseil d' Administration signeront conjointement. Ils ont aussi désigné deux Commissaires au compte pour une durée de trois ans :

1. Frère Innocent AKIMANA
2. Mme Sérapie MUKABUZIZI

La réunion a pris fin à 11h30 par le mot de clôture du Président qui s'est réjoui du bon déroulement de la réunion.

Kigali, le 04/04/2006

Frère Félicien KANYANKORE
Président du Conseil d'Administration
(sé)

Frère Innocent AKIMANA
Rapporteur de la réunion
(sé)

L'an deux mille six, le dix-huitième jour du mois d'avril, devant Nous RUZINDANA Landrine Notaire du District de Kicukiro résidant à Kigali,

ONT COMPARU :

1. Frère Félicien KANYANKORE ; de nationalité Rwandaise ;
2. Frère Aristide KAMALI ; de nationalité Rwandaise ;
3. Frère Innocent AKIMANA ; de nationalité Rwandaise.

En présence de Frère Joseph KAYIHURA et Frère Jean de Dieu SAKINDI témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi. Lecture du contenu de l'acte ayant été faite aux comparants et aux témoins, les comparants ont déclaré devant Nous, et en présence desdits témoins, que l'acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et Nous, Notaire, et revêtu du sceau de l'Office Notarial du District de Kicukiro.

LES COMPARANTS

- | | |
|--------------------------------------|----------------------------|
| 2. Frère Félicien KANYANKORE
(sé) | 2. Aristide KAMALI
(sé) |
| 3. Frère Innocent AKIMANA
(sé) | |

LES TEMOINS

- | | |
|----------------------------|---------------------------------|
| 2. Joseph KAYIHURA
(sé) | 2. Jean de Dieu SAKINDI
(sé) |
|----------------------------|---------------------------------|

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine
(sé)

DROITS PERCUS : Frais d'acte : Deux mille cinq cent francs rwandais. Enregistré par Nous RUZINDANA Landrine, Notaire du District de Kicukiro étant et résidant à Kigali, sous le 61 Volume II dont le coût deux mille cinq cent francs rwandais perçus suivant quittance N° 2361/D.K du 18/04/2006, délivrée par le comptable du District de Kicukiro.

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine

FRAIS D'EXPEDITION : Pour expédition authentique dont le coût Vingt Huit mille francs rwandais, perçus sur quittance N° 2361/D.K du 18/04/2006, délivrée par le comptable du District de Kicukiro.

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine

A.S. n° 41507

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de Grande Instance de Nyarugenge le 27/04/2006 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA178/06/KGL le dépôt de statuts de la société EGFJ CLEANING SERVICES (SERVICE DE NETTOYAGE).

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -24000 FRW
- Suivant quittance n° 2153670 du 27/04/2006

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**

GLOBAL TECHNOLOGIES SYSTEM S.A.R.L

STATUTS

Les soussignés :

1. **Nadine UMURERWA**, de nationalité rwandaise, résidant à Kimironko, B.P. 6230 Kigali ,
2. **Clotilde MUKARUYENZI**, de nationalité rwandaise, résidant à Remera, B.P. 6230 Kigali ;

Déclarent constituer une société à responsabilité limitée dont les statuts sont les suivants :

**TITRE PREMIER
Dénomination – Siège – Objet – Durée.**

Article premier:

Il est formé entre les propriétaires de parts ci-après, et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, S.A.R.L. en abrégé, qui prend la dénomination de << **GLOBAL TECHNOLOGIES SYSTEM S.A.R.L** >>.

Article. 2:

Le siège de la société est établi à Kicukiro/Ville de Kigali, Il peut être transféré dans toute autre localité du Rwanda par décision de l'Assemblée Générale.

La société pourra établir, par décision de l'Assemblée Générale, des succursales ou agences au Rwanda ou à l'étranger.

Article 3:

La société a pour objet :

- Vente, réparation et maintenance des appareils informatiques et Electronique
- Vente des matériels et matériaux de construction.
- Distribution des services relatif à la technologie de l'information et vente des matériels et matériaux de construction.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière aux affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou qui soient de nature à favoriser son développement.

Article 4:

La société est créée pour une durée indéterminée prenant cours le jour de l'immatriculation au registre de commerce.

La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale des associés, délibérant dans les conditions requises pour la modification aux statuts.

Article 5:

La société pourra, moyennant l'adhésion unanime des Associés, se transformer en une autre forme de société, sans que cette transformation donne naissance à une autre personne morale nouvelle.

TITRE II

Capital social – Parts sociales

Article 6:

Le capital social est fixé à Cinq million de francs rwandais (5.000.000 frw). Il est représenté par 1 000 parts sociales d'une valeur de 5 000 francs chacune.

Le capital social est souscrit et entièrement libéré comme suit :

Associés	Souscription	Libération
1. Nadine UMURERWA	4 500 000 frw soit 900 parts	4 500 000 frw.
2. Clotilde MUKARUYENZI	500 000 frw soit 100 parts	500 000frw.

Article 7:

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions prévues par la loi relative aux sociétés commerciales.

Article 8:

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles et ne peut être cédées qu'avec l'agrément de l'Assemblée Générale, siégeant et délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts. Les associés jouissent d'un droit de préemption sur les parts cédées par les autres associés.

Article 9:

Les héritiers, ou ayants droit d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les livres, les biens ou les valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée Générale.

Article 10:

La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. En cas de décès d'un associé la société continuera avec un ou plusieurs héritiers du défunt agréés par l'Assemblée Générale. En cas de retrait de la succession, la valeur de la part ,remboursable ou cessible,est celle qui résulte du dernier bilan.

TITRE III

Administration – Direction – Pouvoir – Surveillance.

Article 11:

La société est administrée par un conseil d'Administration composé de 3 membres au moins, associés ou non, nommés par l'Assemblée Générale pour un mandat de 3ans. Les administrateurs sont rééligibles et sont, en tout temps, révocables par l'Assemblée Générale des associés.

Article 12:

Si une place d' Administrateur devient vacante dans l' intervalle de deux Assemblées Générales, les administrateurs restants assurent l'Administration de la société. En cas de vacance de deux postes d'Administration, l'Assemblée Générale est convoquée aux fins de pourvoir au remplacement.

Article 13:

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres pour une durée qui ne peut dépasser la durée de son mandat d'administrateur, un président et un vice-président.

Article 14:

Le Conseil d'Administration se réunit deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué par la lettre de convocation. Il se réunit sous la présidence de son Président ou en cas d'empêchement, du Vice-Président.

Sauf urgence, les convocations sont faites par lettres recommandées ou remises contre accusé de réception, adressées aux administrateurs 10 jours au moins avant la date de la réunion, par le Président, soit de sa propre initiative, soit obligatoirement à la demande de deux administrateurs. En cas de refus de la convocation de la réunion par le Président, le vice-Président la convoque, et en cas d'absence simultanée des deux, par les deux administrateurs.

Article 15:

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial et signé par le président et un administrateur désigné au cours de la réunion comme secrétaire.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux ou de tous autres documents registres et pièces à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président et l'un des administrateurs.

Article 16:

Le Conseil d'Administration a plein pouvoir pour accomplir tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les statuts à l'Assemblée Générale.

Les actes suivant sont exclusivement de ressort :

- Il nomme et révoque le Directeur, fixe sa rémunération ;
- Il autorise les mutations d'immeubles ;
- Il autorise les emprunts et les octrois de garantie ;
- Il statue sur les demandes d'agrément de nouveaux associés ;
- Il arrête les comptes annuels, les comptes de pertes et profits et le bilan ;
- Il statue sur toutes les conventions intervenant entre la société et les membres du Conseil d'Administration ou entre la société et une entreprise ayant les dirigeants communs.

Article 17

:

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière à un directeur. Celui-ci assurerait, sous le contrôle et la supervision du conseil d'Administration, l'Administration Générale de la société et a tous les pouvoirs pour engager celle-ci sous réserve du respect de l'objet social et des pouvoirs expressément réservés au Conseil d'Administration.

Tous les actes engageant la société doivent porter la signature du Directeur.

Le Directeur, s'il est autre qu'Administrateur, participe au Conseil d'Administration sans voix délibérative.

Pour le premier mandat de trois ans renouvelable l'Assemblée Générale nomme Madame Nadine UMURERWA comme Directrice Générale de la Société GLOBAL TECHNOLOGIES SYSTEM S.A.R.L

TITRE IV

ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES

Article 18:

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Elle se tient au siège social de la société ou exceptionnellement en tout autre endroit du Rwanda indiqué dans les convocations. Elle est convoquée par le président.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée possède les pouvoirs les plus étendus pour faire ou

ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts et aux pouvoirs du Conseil d'Administration.

Article 19:

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit le premier mercredi du mois de décembre de chaque année, à l'heure et à l'endroit indiqué dans la convocation. Elle se réunit en cession extraordinaire chaque fois que de besoin. Elle ne délibère que sur l'objet pour lequel, elle a été convoquée.

Cette Assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte des pertes et profits, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Article 20:

Les convocations à toute Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour et sont faites 30 jours au moins avant la réunion par la lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 21:

Toute Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à son défaut par un vice-président ou, à défaut, par un administrateur délégué à cet effet par le Conseil d'Administration.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts associés présents et acceptants. Le bureau désigne un secrétaire.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale doit être composée d'un nombre d'associés représentant les 2/3 au moins du capital social formé par les parts non privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, à défaut, l'Assemblée est convoquée à nouveau et ses décisions sont valables quel que soit le nombre de parts représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les questions mises à l'ordre du jour de la première réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article 22:

Par dérogation à ce qui précède, lorsque l'Assemblée Générale aura à décider :

- a) Une modification aux statuts ;
- b) Une augmentation ou une réduction du capital social ;
- c) La fusion avec une autre société ou l'aliénation totale des biens de la société ;
- d) La transformation de la société en une autre d'espèce différente ;

Elle ne pourra délibérer et statuer valablement que si l'objet de modification proposé a été expressément indiqué dans la convocation et ceux qui assistent à la réunion représentent les $\frac{3}{4}$ du capital social, déduction faite des parts qui sont privées de droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle Assemblée délibérera, valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés présents ou représentés, mais elle ne pourra statuer que sur les questions mises à l'ordre du jour de la première réunion.

Les décisions seront prises conformément aux dispositions pertinentes de la loi sur les sociétés commerciales en ses articles 178, 180 et 181.

Article 23:

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, le Président, le Secrétaire et les scrutateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président et un administrateur.

Après la dissolution de la société, et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'entre eux.

TITRE V

Inventaire - Bilan – Répartition – Réserve

Article 24:

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente un décembre de chaque année. Toutefois, le premier exercice commence le jour de l'immatriculation au registre de commerce et se termine le trente un décembre de la même année.

Article 25:

Le Conseil d'Administration établit, à la fin de chaque année sociale, un inventaire général contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes de la société, un compte de pertes et profits et un bilan.

L'inventaire, le bilan et le compte de pertes et profits ainsi que le rapport du Conseil d'Administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes soixante jours au moins avant l'Assemblée Générale annuelle. Les commissaires aux comptes disposent de trente jours pour les examiner et faire leur rapport.

L'inventaire, le bilan et le compte de pertes et profits, de même que les rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes, et, généralement tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'Assemblée, sont mis à la disposition des associés, au siège social, trente jours au moins avant la date de l'Assemblée, le tout sans préjudice de tous autres droits de communication susceptibles d'être conférés aux associés ou à tous tiers par la délégation en vigueur.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend les rapports des administrateurs et des commissaires aux Comptes et discute le bilan.

Article 26:

Le produit net constaté lors d'un exercice, après déduction des frais généraux et des autres charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toute provision constituent le bénéfice net.

- 1) Sur ce bénéfice net, diminuer le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé : un montant dont le taux est fixé par la législation en vigueur pour être affecté à la formation d'un fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire en cas d'abrogation des dispositions légales l'imposant et en tout cas lorsque la réserve a atteint 10% du capital.
- 2) 5% affectés à la constitution d'un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fond atteint 1/10 du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus ci-dessus, et augmenté des reports bénéficiaires.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, à partir de la troisième année d'exploitation, le bénéfice distribuable ne pourra pas être réduit à moins de la moitié du bénéfice net de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures.

Le solde disponible est réparti entre les associés aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'Administration.

TITRE VI

Dissolution – Liquidation

Article 27:

En cas de perte du quart du capital social, les administrateurs doivent convoquer une Assemblée Extraordinaire et lui soumettre les mesures de redressement de la société.

Si la perte atteint la moitié du capital, la dissolution peut être décidée par les associés possédant la moitié des parts pour lesquelles il est pris part au vote.

Si, par suite de pertes, l'avoir social n'atteint plus les trois quarts du capital minimal, la société sera dissoute à la demande de tout intéressé, à moins que le capital ne soit complété à due concurrence.

Article 28:

En cas de dissolution pour quelque cause que se soit, l'Assemblée Générale désigne le, ou les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation. L'Assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Ils pourront en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession d'une totalité des biens, droits, actions ou obligations de la société dissoute.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, y compris rémunération des liquidateurs ou consignation faites pour ces règlements, l'actif est réparti, en espèce ou en titres, entre toutes les parts sociales.

TITRE VII

Dispositions générales

Article 29:

Pour l'exécution des présents statuts, chaque associé en nom, administrateur, commissaire ou liquidateur, qui n'aurait pas de domicile au Rwanda, est censé avoir élu domicile au siège social, où les notifications peuvent valablement lui être adressées.

Toutefois, une copie sera envoyée par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception à l'adresse que l'associé en nom, l'administrateur, le commissaire ou le liquidateur étranger aura communiquée à la société, avec une éventuelle notification par fax ou par télex au numéro désigné par le non-résident.

Article 30:

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les statuts présents, les associés déclarent se conformer à la législation en vigueur au Rwanda sur les sociétés commerciales.

En conséquence, les dispositions de cette législation, auxquelles il ne serait pas explicitement dérogé par les présents statuts, y seront réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites.

Article 31:

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, seront tranchées par les tribunaux de la ville de Kigali.

Kigali , le 21/06/2007

Les Associés

1. NADINE UMURERWA (sé)^o
2. CLOTILDE MUKARUYENZI (sé)

ACTE NOTARIE NUMERO 1911

VOLUME : Trente huit /D.K

L'an deux mille sept, le vingt un ème jour du mois de Juin, Nous , RUZINDANA Landrine Notaire Officiel de l'Etat Rwandais, étant et résidant à Kigali , certifions que l'acte dont les causes sont reproduites ci avant, Nous a été présenté par :

1) Mlle Nadine UMURERWA

Mlle Clotilde MUKARUYENZI

En présence de M.NZIGIRA Yves et de M. KABANDA Elvis, témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi.

Lecture du contenu de l'acte ayant été faite aux comparants et aux témoins, les comparants ont déclaré devant Nous et en présence desdits témoins que l'acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté

En foi de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et Nous, Notaire et revêtu du sceau de l'Office Notarial de Kigali.

LES COMPARANTS

1). Mlle Nadine UMURERWA
(sé)

2) Mlle Clotilde MUKARUYENZI
(sé)

LES TEMOINS

1. M.NZIGIRA Yves
(sé)

2. M. KABANDA Elvis
(sé)

LE NOTAIRE

RUZINDANA Landrine
(sé)

DROITS PERÇUS.

Frais d'acte : Deux mille cinq cents francs rwandais.

Enregistré par Nous, RUZINDANA Landrine, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais étant et résidant à Kigali, sous le numéro 1911 dont le coût deux mille cinq cent francs rwandais (2500 Frws) perçus suivant quittance n° 139710 du 21 /06/deux mille sept, délivrée par la caissière du district de Kicukiro .

LE NOTAIRE

RUZINDANA Landrine
(sé)

Frais d'expédition : POUR EXPEDITION AUTHENTIQUE DONT LE COUT HUIT MILLE FRANCS RWANDAIS, PERÇUS POUR UNE EXPEDITION AUTHENTIQUE SUR LA MEME QUITTANCE.

LE NOTAIRE

RUZINDANA Landrine
(sé)

A.S. n° 42452

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 29/06/2007 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 370/07KGL le dépôt de statuts de la société GLOBAL TECHNOLOGIES SYSTEM SARL

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 2688218 du 26/6/2007

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE**

KINGDOM SECURITIES (RWANDA) LIMITED

MEMORANDUM AND ARTICLES OF ASSOCIATION

The undersigned:

5. **Tsavo Securities Limited**, a Company incorporated in Kenya under n° C 133529 on December 29th, 2006 and with its principal place of business in Nairobi, P.O. Box 11987-00100 Nairobi-Kenya;
6. **Fredrick TSOFA MWENI** of Kenyan Nationality, holding Passport n° A **1051512**, issued in Nairobi, Kenya
7. **Ulrich KAYINAMURA** of Rwandan Nationality, holding ID n° **31298**, issued in Kacyiru, Kigali, Rwanda;
8. **Phillip KARUGABA** of Ugandan Nationality, holding Passport n° B **0541837**, issued in Kampala, Uganda
9. **Alexandre BIZIMANA** of Rwandan Nationality, holding ID n° **31227**, issued in Nyarugenge, Kigali, Rwanda

Do hereby agree on the following:

CHAPTER ONE: NAME, OBJECTIVES, HEAD OFFICE, DURATION

Article One:

A limited liability Company to be known as **KINGDOM SECURITIES (RWANDA) LIMITED** is hereby established. It shall be governed by the laws of the Republic of Rwanda and these Articles of Association.

Article 2:

The objective for which the company is established is to provide professional services such as, but not limited to:

xxxiv. Carry on the business of stockbrokers, investment analysts and advisors, financial and management consultants, mutual trusts, unit trusts, investment trusts, investors agents, financial advisory consultants calculated directly or indirectly to enhance the value of and render profitable any of the Company's clientele and or assets and for connected purposes;

xxxv. Carry out all transactions permissible by law to foster and enhance the growth of the capital and money market and stock exchange operations within and outside Rwanda;

xxxvi. Transact with local and overseas investors and stockbrokers and investments and financial consultants and agents in order to promote the growth of the money and capital market operations within and outside Rwanda;

xxxvii. To carry on the business of venture capitalists by investing in new and/or expanding businesses in Rwanda including but not limited to facilitating and providing risk capital and engaging in management buy-outs and management buy-ins;

xxxviii. To act as agents or managers in carrying on any business concerns and undertakings and to employ experts to investigate and examine into the condition, management, prospects, value and circumstances of any business, concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights of any kind.

The Company will also be entitled and authorized to:

xxxix. do any or any of the above things in any part of the world either as principal agents, contractors, trustees or otherwise and either solely or in conjunction with others, either through managers, managing agents, sub-contractors, trustees or otherwise with the power to appoint a trustee or trustees personal or corporate, to hold any property on behalf of the company and to allow any property to remain outstanding in such trustee or trustees;

xl. enter into partnership or amalgamate with any person or body for the purpose of carrying on any business or transaction within the objects of the Company, and to enter into such arrangements for co-operation, sharing profits, losses, mutual assistance, or other working arrangements as may seem desirable;

xli. invest, lend or otherwise deal with unemployed money, in such manner, and upon such terms, as may thought fit, and to vary investments;

xlii. do all such other things as are incidental or may be deemed conducive to the attainment of the above objectives or any of them

Article 3:

The head-office of the Company shall be situated in Kigali the capital city of the Republic of Rwanda. It may be transferred to any other place in the Republic of Rwanda when the shareholders so decide.

Article 4:

The Company may upon a decision by the shareholders during the General Meeting establish branches or subsidiaries in the Republic of Rwanda or elsewhere in the world.

Article 5:

The registration of the Company shall be complete upon entering its name in the registry of companies. The Company shall continue to exist for an undetermined period of time. It may however be dissolved by decision of the General Meeting.

CHAPTER TWO: CAPITAL-SHARES

Article 6:

The authorised share capital of the Company is Ten Million Rwanda Francs (RWF 10,000,000) divided into One Thousand Shares (1,000) of Ten Thousand Rwanda Francs (RWF 10,000) each.

The shares are fully paid for in the following manner:

Name of shareholder	Number of shares	Equivalent in RWF
vii. TSAVO SECURITIES LIMITED	600	6,000,000 RWF
viii. Fredrick TSOFA MWENI	100	1,000,000 RWF
ix. Ulrich KAYINAMURA	100	1,000,000 RWF
x. Phillip KARUGABA	100	1,000,000 RWF
xi. Alexandre BIZIMANA	100	1,000,000 RWF
TOTAL	1,000	10,000,000 RWF

Article 7:

The Company has the power from time to time to increase the authorised capital.

Article 8:

The liability of the members is limited.

Article 9:

In accordance with legal provisions, a register of shareholders shall be kept at the head-office. Any shareholder

and any other interested party shall have access to the same. This access to the register shall not include its movement from the Head Office.

Article 10:

Any Transfer of Shares shall be subject to the right of first refusal as described in this Clause:

5. Notification

Any holder of shares desiring to effect a transfer (hereinafter the "Offering Shareholder"), must inform the Board thereof beforehand. The notification must be sent by registered mail, and state:

- (ix) the number and the Shares the Transfer of which is proposed;
- (x) the name and address of the candidate-transferee;
- (xi) the price offered per Share by the candidate-transferee (or in case the consideration does not consist of cash, the cash equivalent of the offered consideration), and
- (xii) all other terms and conditions of the planned Transfer

6. Right of first refusal

Within five (5) business days from the receipt of the notification the Board will send a copy of this notification to the other Shareholders. As of the receipt of this Notification from the Board, the Other Shareholders shall have a period of twenty one (21) days to exercise their right of first refusal on the offered shares. Each of the other shareholders may exercise this right of first refusal on all or a part of the offered shares.

Article 11:

The legal personal representative of a deceased shareholder or to any other person to whom he/she may have specifically bequeathed the same shall be the only person recognised by the company as having any title to the share of the deceased.

Article 12:

Shares are indivisible. In case there are several claimants to one share, all rights arising from the share will be suspended until one person is decided upon as the rightfully owner of the share.

CHAPTER THREE: MANAGEMENT

Article 13:

The Company shall be managed by a Board of Directors appointed by the shareholders. The day to day management of the company shall be managed by a Chief Executive Officer appointed by the Board of Directors on such terms and conditions as it deems fit. For the first year, Mr. Fredrick TSOFA MWENI is appointed as the Chief Executive Officer.

The Board of Directors shall appoint on terms and conditions as it deems appropriate, a General Manager/ Country Manager directly reporting to the Chief Executive Officer. The Chief Executive Officer shall delegate some of his/her responsibilities and powers to the General/Country Manager.

Article 14:

The Chief Executive Officer is in charge of the day to day management of the company. He/She shall have full powers to manage and administer assets and activities of the company within the limits of the company's objectives. It shall be within his/her powers to carry out all those duties which are not expressly reserved for the General Meeting either by the law or by these articles of association.

The Chief Executive Officer shall submit monthly performance reports to the Board of Directors and seek its input and/or authority for key decisions involving the Company's commitment to a bigger extent.

Article 15:

The Chief Executive Officer shall receive remuneration (whether by way of salary, commission and/or participation in profits in one way or another) as the Board, in its meeting, may determine. He may be replaced at any time by decision of the Board of Directors

Article 16:

The Chief Executive Officer may resign at any time from his position, with a 30 days notice to the Board of Directors.

Article 17 :

The Chief Executive Officer is accountable before the General Meeting. He/She will deliver, on a basis to be determined by the General Meeting, a full report of all activities within the company and answer all questions asked by the other partners in regards with the management of the company.

Article 18:

The Board of Directors shall be appointed by the shareholders for a term not exceeding 6 years and shall be eligible for re-election for a similar term. The Directors shall not be less than three and not more than twelve.

Article 19:

The Board of Directors shall meet at least once every six months. At the last meeting of the Board of Directors of each financial year, the Board shall consider, review and approve the operating program and budget for the next financial year.

CHAPTER FOUR: GENERAL MEETING

Article 20:

The General Meeting is constituted of all shareholders that hold at least 25 (twenty five) shares, issued up to fifteen (15) days prior to the meeting of the General Meeting or its continuation, and that is registered in the Company's share register.

The General Meeting shall appoint for 2 renewable years a Chairperson and a Vice-Chairperson among the shareholders. The General Meeting is chaired by the Chairperson or the Vice-Chairperson in the absence of the Chairperson. The Chairperson and the Vice-Chairperson may be dismissed by the General Meeting. They are not entitled to any salary but may seek reimbursement of all fees engaged on behalf of the company.

Article 21:

The General Meeting shall convene once a year at the head-office of the Company or any other location mentioned in the notice of the meeting when such location is convenient and in harmony with the interests of the company. Such general meeting shall be called « Ordinary meeting ».The Chairperson or the Vice-Chairperson shall cause the general meeting to convene

The General Meeting is convened with at least thirty (30) days notice, or fifteen (15) days notice in the case of extra-ordinary meetings, in writing by means of regular mail, fax or electronic mail as well as by publication in a local newspaper. The notice can be waived by all shareholders either in writing or by appearing at the meeting.

All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary meetings. An extraordinary meeting may be called each time the company deems it necessary, or at the request of shareholders representing at least 1/10 of the Capital share.

Article 22:

The fully constituted general meeting shall be representative of all the shareholders' interests and all decisions taken there are in conformity with the law and the Company's Articles of Association which shall be binding on all shareholders.

Any shareholder can be represented at the General Meeting by another shareholder, by a Board member, by a person given power of attorney or by participation by conference call, provided that all participants can hear and communicate with each other.

As an instrument of representation, a letter, telegram, telex, telefax or e-mail to the chairperson of the meeting will suffice, and must be received at least two days before the date fixed for the meeting. If the chairperson has

any doubt as to the origin, authenticity of the signature, the letter can be notarized or/and the mandated person provide an identification document.

Article 23:

When the number of shareholders reaches five (5) at least, the General Meeting shall appoint for three renewable years auditors to supervise the Company's operations. The number of auditors and their remuneration will be decided by the General Meeting. The auditors shall have an unlimited right of supervision and control on all Company's operations. The shareholders agree that for the time being, it will not be necessary to appoint auditors, as they have extended powers of control and monitoring of the company's operations.

Article 24:

The resolutions of the General Meeting shall be taken on the basis of majority vote. They shall be signed by the Chairperson and in his absence, by the Vice-Chairperson of the Board or such other shareholder that the company may appoint and the Secretary. The resolutions shall be kept in a special register to be found at the company head-office.

CHAPTER FIVE: BALANCE SHEET-DIVIDENDS

Article 25:

The financial year starts on the 1st January and ends on the 31st of December of the same year. The first financial year starts on the day the company is entered into the register of companies and ends on 31st December of the same year.

Article 26:

The Management shall cause proper accounts to be kept with respect to:

- g) All sums of money received and expended by the company and the matters in respect of which the receipt and expenditure took place;
- h) All sales and purchase of goods by the company, and;
- i) The assets and liabilities of the company.

Article 27:

At the end of each financial year, a complete inventory of the company's assets will be carried out by the Chief Executive Officer. The company's books will be balanced on a day to day basis and at the end of the financial year; the Chief Executive Officer will submit a full financial report to the General Meeting for approval.

Article 28:

The Management shall from time to time cause to be prepared and to be laid before the company in a General meeting such profit and loss accounts, balance sheets and such other reports that shall be required by the general meeting.

Article 29:

- 7. The profits of the company available for dividends and resolved for distribution shall be presented to the General meeting;
- 8. The company in a general meeting may determine the dividends to be paid;
- 9. No dividend shall be payable except out of profits of the company or in excess of the amount recommended by the general meeting.

CHAPTER SIX: WINDING UP

Article 30:

If the company's share capital shall for any reason be reduced by ½, then the Chief Executive Officer shall cause the matter to be tabled before an extraordinary general meeting which decide on the winding up of the company.

Article 31:

If the company shall be wound up, the General Meeting shall appoint one or several liquidators who with the authority of an extraordinary resolution shall divide among the shareholders in specie or in kind the whole or any part of the assets of the company.

Article 32

The liquidator shall divide among the shareholders, on prorata of the shares held by them respectively, the assets remaining after payment of debts, liabilities of the company and the costs of liquidation.

CHAPTER SEVEN: FINAL PROVISIONS

Article 33:

For any matter not taken care of by articles of association, the members shall be bound by the laws governing companies in the Republic of RWANDA.

Article 34:

Any disputes involving the company shall first be brought to the attention of the General meeting and when the General meeting fails to resolve the matter, it shall be referred to an arbitrator or panel of arbitrators agreed upon by the parties. The decision taken by the Arbitrator or panel of arbitrators shall be final and binding on all the parties involved.

Article 35:

The members declare that the company's incorporation charges are 1,000,000 RWF (One Million Rwanda Francs).

Done in Kigali on the 11th of February 2008

A. THE SUBSCRIBERS

(sé)
TSAVO SECURITIES LTD

(sé)
Fredrick TSOFA MWENI

(sé)
Ulrich KAYINAMURA

(sé)
Phillip KARUGABA

(sé)
Alexandre BIZIMANA

**AUTHENTIC DEED NUMBER THREE THOUSAND TWO HUNDRED AND SEVENTY ONE,
VOLUME LXXIV**

The year two thousand and eight, the eleventh day of February, 2008 We, **RUZINDANA Landrine**, KICUKIRO District Notary being and living in Kigali, certify that the deed, the clauses of which are here before reproduced were presented to us by:

3. **TSAVO SECURITIES Ltd**
4. **Mr. Fredrick TSOFA MWENI**
5. **Mr. Ulrich KAYINAMURA**
6. **Phillip KARUGABA**
7. **Alexandre BIZIMANA**

Were present Mr. Benjamin NTAGANIRA and Mr. Eugène KAYIRANGA all being in KIGALI as witnesses to the deed and fulfilling the legal requirements.

Having read to the shareholders and witnesses the content of the deed, the shareholders have declared before us and in the presence of the aforesaid witnesses that the deed, as it is written down, includes well their will.

In witness whereof, the hereby deed was signed by the shareholders and us, authenticated and imprinted of the seal of the NYARUGENGE District's Notary office.

THE SHAREHOLDERS

TSAVO SECURITIES Ltd
(sé)

Fredrick TSOFA MWENI Ulrich KAYINAMURA
(sé)

Phillip KARUGABA
(sé)

Alexandre BIZIMANA
(sé)

THE WITNESSES

Mr. Benjamin NTAGANIRA
(sé)

Mr. Eugène KAYIRANGA
(sé)

The Notary.
RUZINDANA Landrine
(sé)

Derived rights:

The deed fees 2,500 FRW, registered by us, **RUZINDANA Landrine**, Kicukiro District Notary being and living in Kigali, under number 3271, Volume LXXIV, the price of which amounts to 2,500 FRW transferred to the account of the District of Kicukiro at ECOBANK and derived under receipt N° 25144 issued by ECOBANK SA, KBC Branch.

The Notary.
RUZINDANA Landrine
(sé)

The drawing up fees:

For authentic drawing up the price of which amounts to Thirty Three Thousand Six Hundred Rwanda Francs derived from an authentic drawing up under the same receipt.

Kigali, the 11th day of February 2008

The Notary.
RUZINDANA Landrine
(sé)

A.S. n° 43065

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 05/03/2008 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 182/08/KGL le dépôt de statuts de la société KINGDOM SECURITIES (RWANDA) LTD

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 3003500 du 22/2/2008

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE

INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)

SHANIBOUR S.A.R.L

STATUTS

Entre les soussignés :

1. NAHIMANA JEAN PIERRE, de nationalité rwandaise et Belge, PP N° Nr EG 043439, Délivrée à ANTWERPEN le 4/9/2006, résident à Bruxelles, Belgique
2. RWAGASANA SHARIF ABDUL SALAM, de nationalité Belge, Résident à Bruxelles, Belgique, représenté par son père NAHIMANA JEAN PIERRE
3. AKEZA RWAGASANA ANIHAY, de nationalité Belge, Résident en Belgique, représenté par son père NAHIMANA JEAN PIERRE
4. MUKARUKUNDO BOURHAN, de nationalité Belge, Résident à Bruxelles, Belgique représentée par son père NAHIMANA JEAN PIERRE

Il a été convenue ce qui suit :

TITRE PREMIER

FORME – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

Article premier: Forme et Dénomination

Il est constitué entre les soussignés, sous le régime de la législation en vigueur au Rwanda et par les présents statuts une société à responsabilité limitée dénommée **SHANIBOUR SARL**.

Article 2 : Siège social

Le siège social est établi dan la Ville de Kigali où tous les actes doivent être légalement notifiés. Il peut être transféré en toute autre localité du Rwanda sur décision de l'Assemblée Générale des associés délibérant dans les formes requises par la loi pour la modification des statuts.

La société peut établir des bureaux, succursales et agences au Rwanda ou à l'2tranger par décision de l'Assemblée Générale.

Article 3:Durée :

La société est constituée pour une durée indéterminée prenant cours à la date de son immatriculation au registre de commerce. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des associés

délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Article 4 :

La société a pour objet :

- ♣ La mise en place d'un atelier de menuiserie équipée de machines modernes ;
- ♣ Fabrication et vente de+s meubles en bois ;
- ♣ Vente des machines et autres outils utilisés dans la menuiserie ;
- ♣ Exercer des activités de Commerce Général ;
- ♣ Importer et exporter les marchandises de tout genre légalement acceptées au Rwanda.

La société peut participer directement ou indirectement à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilière ou immobilière, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires et plus généralement toutes opérations économiques entrant dans l'objet social ou susceptible d'en favoriser le développement, de quelque manière que ce soit. Elle peut également représenter au Rwanda les sociétés poursuivant les mêmes objectifs.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES – SOUSCRIPTION – LIBERATION

Article 5: Capital social

Le capital social est fixé à 200.000.000 (deux cent millions) de francs rwandais réparti en 200 (cent) parts sociales de 1.000.000 (un million) francs rwandais chacune. Il est souscrit et libéré entièrement et mis à la disposition de la société par les associés.

Article 6 : Souscription – Libération

Les parts sociales souscrites et libérées par les associés comme suit :

Noms et Prénoms	Parts sociales	Equivalent en franc rwandais
1. NAHIMANA JEAN PIERRE	80	80.000.000
2. RWAGASANA SHARIF ABDUL SALAM	40	40.000.000
3. AKEZA RWAGASANA ANIYAN	40	40.000.000
4 MUKARUKUNDO BOURHAN	40	40.000.000
Total	200	200.000.000

Article 7 : Modification du capital social

Le capital social pourra être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts. Lors de toute augmentation du capital, l'Assemblée Générale fixe le taux et les conditions d'émission des parts sociales nouvelles. Celles-ci sont offertes par préférence aux propriétaires des parts sociales existantes au jour de l'émission au prorata des titres appartenant à chacun d'eux.

Le droit de préemption s'exerce dans le délai de trois mois et aux conditions fixées par l'Assemblée Générale

Pour la libération des parts souscrites en cas d'augmentation du capital, le Directeur Gérant fera, selon les besoins de la société des appels de fonds aux associés souscripteurs, par lettre recommandée, au moins un mois avant la date fixée pour les versements.

Tout versement en retard produira de plein droit des intérêts aux taux de dix pour cent (10%) au profit de la société jusqu'au jour du paiement. Les droits attachés aux parts sociales seront suspendus jusqu'au jour du règlement du principal et de intérêts.

Article 8 : Nature et propriété de parts sociales

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de chaque part s'établit par une inscription sur le registre des associés tenu au siège social.

Ce registre mentionne le nom, adresse complète et le nombre de parts de chaque associé, les versements effectués par chaque associé et leurs dates, les cessions de parts signées et datées entre parties.

Ce registre peut être consulté par le associés et par tout tiers intéressé.

Article 9 : Responsabilité des associés

Les associés ne sont responsables des engagements de la société qu'à concurrence du montant de leurs apports respectifs dans le capital social de la société. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés par les associés lors des Assemblées Générales.

Article 10 : Droits des associés

Chaque part sociale donne droit proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et du produit de liquidation et au droit de participer à la prise des décisions collectives.
La société ne connaît, quant à l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales et des autres droits dévolus aux associés, qu'un seul propriétaire par part sociale.

Si plusieurs personnes sont copropriétaires d'une part sociale, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que les copropriétaires aient désigné un représentant commun.

Il en est de même de l'usufruitier et du nu-propiétaire. Les copropriétaires, le nu-propiétaire et les usufruitiers restent tenus solidairement des obligations attachées à ce titre. Lorsqu'un titre est donné en gage, le propriétaire continue à exercer tous les droits attachés à ce titre et les versements complémentaires éventuels sont à sa charge.

Les héritiers ou les créanciers d'associés ne peuvent sous quelque cause que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens, marchandises et valeurs de la société ou frapper ces derniers d'opposition, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale des associés.

Article 11: Cession à transmission des parts sociales

Les cessions entre vifs ou transmissions à cause de mort des parts sociales sont subordonnées au droit de préemption des associés ou, à défaut, de la société.

Toutefois, cette disposition ne vise pas les ayants droit légaux ou testamentaires d'un associé auxquels les parts sociales pourront être librement cédées.

Lorsque le cas de cession ou de transmission de part sociale subordonné au droit de préemption intéressés en font immédiatement part au Gérant qui en informe les associés. Le Gérant convoque les associés pour qu'ils se prononcent sur leur droit de préemption respectif dans les deux mois. S'il droit de préemption dans le délai, la valeur des droits sociaux du cessionnaire est celle qui résulte le paiement doit intervenir dans les six mois.

Lorsque plusieurs associés font usage de leur droit de préemption, celui-ci s'exerce que chacun d'eux possède.

S'il n'est pas fait usage de ce droit dans ce même délai, la cession ou la transmission projetée peut être valablement effectuée dans le mois qui suit.

Toute cession à des tiers non associés, à l'exclusion des ayants droit légaux ou testamentaires de l'associé cédant, ne peut être effective qu'après le consentement unanime de tous les associés.

La société peut également racheter les parts sociales de l'associé cédant soit au moyen du capital, soit au moyen des réserves facultatives. Dans le premier cas, le capital est réduit et les parts annulées, dans le second cas, la société dispose d'un délai de deux ans pour aliéner les parts, les associés conservant leur droit de préemption. Passé ce délai, les parts sont annulées de plein droit sans qu'il en résulte une réduction du capital.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit, la cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à l'Assemblée Générale des associés qui doit en prendre acte et l'accepter.

Article 12 : Agrément d'un nouvel associé

L'entrée d'un nouvel associé dans la société est soumise à l'agrément préalable de l'Assemblée Générale des

associés.

Article 13: Saisie des parts sociales

En cas de saisie, les associés ou la société peuvent empêcher la vente publique de la totalité ou d'une partie des parts d'un associé soit en indiquant d'autres biens suffisants pour couvrir le créancier de ses droits, soit en payant de leurs deniers, en tout ou en partie, le créancier au droit duquel ils sont de plein droit subrogés, soit en acquérant les parts saisies, conformément au présent de l'article 11.

Article 14: Interdiction de participation et de prêts

La société ne peut, à peine de nullité, accepter la souscription ou l'acquisition d'une quelconque partie de ses titres par ses filiales.

La société ne peut accepter la possession d'une quelconque partie de ses titres par une autre société dont elle possède directement ou indirectement dix pour cent (10%) du capital. Elle ne peut non plus souscrire ou acquérir des titres d'une société qui possède directement ou indirectement dix pour cent (10%) de son capital. La société ne peut, au moyen de fonds sociaux, faire des prêts ou avances par ses propres parts ou destinés à les acquérir.

TITRE III

DIRECTION – REPRESENTATION

Article 15 : Direction

L'administration et la gestion de la société sont assurées par un Directeur Général nommé pour cinq ans par l'Assemblée Générale. Son mandat est renouvelable. Le Directeur Général répond de l'exécution de son mandat et des fautes commises dans sa gestion. Il est le représentant légal de la société. Dans ses fonctions, le Directeur Général peut être assisté par un Gérant.

Le Directeur Général peut être révoqué avant l'expiration de son mandat dans les mêmes formes que sa nomination. Il est en outre révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

Son salaire et autres avantages matériels sont fixés par l'Assemblée Générale.

Est désigné statutairement comme Directeur Général de la société, Monsieur **NAHIMANA Jean Pierre**. A l'absence du Directeur Général dans le pays, il peut déléguer son pouvoir à quelqu'un d'autre.

Article 16 : Pouvoirs et représentation

Le Directeur Général a tous les pouvoirs pour agir et engager la société et pour accomplir les actes d'administration et de gestion qu'implique l'objet social. La signature sociale lui est réservée et il a le pouvoir de désigner d'autres personnes pouvant signer sur les comptes de la Société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou par les statuts est de sa compétence.

Les actions en justice tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société par le Directeur Général pouvant se substituer un Avocat de son choix.

Article 17: Interdictions

Le Directeur Général ne peut, sans autorisation de l'Assemblée Générale, exercer soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, une activité similaire à celle de la société.

TITRE IV **SURVEILLANCE**

Article 18: Commissaire aux comptes

Les opérations de la société sont contrôlées par un commissaire aux comptes, personne physique ou morale, non associé, nommé par l'Assemblée Générale pour un terme de trois ans renouvelable et révocable à tout moment par l'organe qui l'a nommé et qui lui fixe ses émoluments.

Il a accès à toutes les archives de la société et vérifie la régularité de la comptabilité ainsi que tout document intéressant la société.

TITRE V **ASSEMBLEES GENERALES**

Article 19 : Assemblée Générale Ordinaire et Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale se compose de tous les associés, quel que soit le nombre de leurs parts sociales. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés et les délibérations prises conformément C la loi et aux statuts obligent tous les associés, même les absents, les dissidents ou les incapables.

Chaque part sociale donne droit C une voix. Chaque associé vote lui même mais en cas d'empêchement, il peut le faire par mandataire. Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

L'Assemblée Générale Ordinaire des associés se tient le cinquième jour ouvrable du mois de mars de chaque année. Elle est convoquée par le Gérant qui fixe son ordre du jour. L'Assemblée Générale Extraordinaire se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur demande de l'un des associés.

Article 20: Convocations

Les convocations pour toute Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettre recommandée huit jours au moins avant la tenue de la réunion.

Article 21: Règles régissant la tenue de l'Assemblée

1. L'Assemblée doit désigner, un bureau composé du Président, du Secrétaire, à moins que l'Assemblée décide autrement.
2. Une liste de présence indiquant le nombre des parts et de voix de chaque associé présent ou représenté est établie par le Secrétaire, soumise à l'approbation de l'Assemblée et signée par tous les participants.
3. Chaque résolution est votée séparément.
4. Les votes relatifs aux nominations, révocations, rémunérations et décharges sont faits au scrutin secret.
5. Le Directeur Général peut, s'il estime que les intérêts de la société sont en jeu, demander à l'Assemblée de proroger la réunion, de surseoir à l'exécution d'une décision définitive.
6. Tout associé peut demander une fois, la remise d'une question s'il estime n'être pas suffisamment informé.
7. Nul ne peut prendre part au vote sur une question dans laquelle il a directement ou indirectement, un intérêt opposé à celui de la société. Les titres de ceux qui sont ainsi privés de leur droit de vote viennent néanmoins en ligne de compte pour l'appréciation de la partie du capital représentée par l'Assemblée.
8. Le procès verbal est établi par le bureau et soumis séance tenante, à l'Assemblée. Une copie conforme, signée par le président est adressée à tout participant qui en fait la demande.

Article 22 : Des pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se tient au siège social de la société à une date et au lieu qui sont fixés dans la convocation. Le report d'un mois maximum est possible moyennant un motif sérieux et la notification à tous les associés au moins quinze jours à l'avance.

L'Assemblée Générale Ordinaire est compétente pour:

- a) statuer sur le bilan, le compte de profits et pertes et la répartition des bénéfices
- b) donner décharge au Gérant et au commissaire aux comptes : la décharge accordée par l'Assemblée aux organes de la société n'est valable que si le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport ne comportent ni erreur ni

omission;

c) nommer et révoquer le Président de l'Assemblée Générale, le Gérant et le commissaire aux comptes;

d) déterminer les émoluments de la gérance et du commissaire aux comptes;

e) se prononcer sur toute question qui n'est pas réservée à la gérance ou l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour délibérer valablement, les associés présents ou représentés doivent posséder la moitié au moins du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle Assemblée est convoquée dans le délai de huit jours au moins et cette Assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

Les décisions sont prises dans l'un comme dans l'autre cas à la majorité des voix qui participent au vote.

Article 23: De l'Assemblée Générale Extraordinaire

Des Assemblées Générales Extraordinaires peuvent être convoquées aussi souvent que l'intérêt sur convocation du Président.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est compétente pour toutes les modifications aux statuts et question jugée grave et urgente pour la vie de la société.

Pour délibérer valablement, les associés présents ou représentés doivent posséder la moitié au moins du capital social.

Article 24: Procès-verbaux

Les procès verbaux de l'Assemblée Générale sont signés par tous les associés ou mandataires ayant participé aux réunions.

Article 25 : Copies

Les copies conformes, les expéditions et les extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés, par le Président de l'Assemblée Générale.

TITRE VI

INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS - RESERVES - DISTRIBUTION DES BENEFICES

Article 26: Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence au jour de l'immatriculation au registre de commerce jusqu'au 31 décembre suivant.

Article 27: Inventaire et comptes annuels

Le Directeur Général établit à la fin de chaque année sociale un inventaire général contenant "indication des valeurs mobilières et immobilières et des dettes de la société, un compte de profits et pertes, un bilan et un rapport sur l'exercice révolu, sur les perspectives d'avenir et sur les mesures à prendre pour la gestion ultérieure de la société.

Ce rapport doit contenir un exposé détaillé du bilan et du compte des profits et pertes, des indications précises sur l'ensemble des rémunérations ou autres avantages alloués aux organes de la société et des propositions pour la distribution des bénéfices.

Article 28: Communication au commissaire aux comptes

Les documents repris à l'article précédent sont tenus à la disposition des associés et du commissaire aux comptes quarante cinq jours au moins avant l'assemblée générale annuelle.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, le rapport du Directeur Général et le rapport du commissaire aux comptes et, généralement, tous documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'Assemblée, doivent être tenus à la disposition des associés, au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée, le tout sans préjudice de tous autres droits de communication susceptibles d'être conférés aux associés ou aux tiers par la législation en vigueur.

Article 29 : Distribution des bénéfices

Les produits nets constatés lors de la clôture d'un exercice après déduction des frais généraux et des autres charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé des taxes et autres frais prévus par la législation en vigueur au Rwanda.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque ces fonds atteignent le 1 / 10 du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus ci-dessus et augmenté des rapports bénéficiaires.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevés sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Sur le bénéfice distribuable, l'Assemblée Générale annuelle, sur proposition du Conseil d'Administration, a le droit de prélever toutes les sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être affectées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux. Ce ou ces fonds de réserves peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

Article 30 : Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes se fait aux époques et endroits fixés par le Gérant, qui en informera les associés, sans que l'époque de paiement puisse être différée de plus de six mois après la réunion de l'Assemblée Générale qui aura approuvé le bilan, sauf décision contraire de celle-ci.

Article 31: Publication des comptes

Dans les trente jours de leur approbation par l'Assemblée Générale et par les soins du Gérant, le bilan et le compte de profits et pertes seront déposés au Greffe du Tribunal de Première Instance de Kigali en vue de leur publication au Journal Officiel de la République Rwandaise.

TITRE VII **DISSOLUTION – LIQUIDATION**

Article 32: Réunion de toutes les parts sociales

En cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main, la société est dissoute et liquidée conformément à la loi sur les sociétés commerciales.

Article 33: Perte du capital

En cas de perte du quart du capital, le Directeur Général doit convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire et lui soumettre les mesures de redressement de la société.

Si la perte du capital atteint la moitié du capital, le Directeur Général est tenu de convoquer l'Assemblée Générale des associés à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par le Gérant, le commissaire doit réunir l'Assemblée Générale.

Si à la suite des pertes, l'avoir social n'atteint pas les trois quarts du capital minimum, la société sera dissoute à la demande de tout intéressé, à moins que le capital ne soit complété à due concurrence.

La dissolution peut également être décidée par les associés dans les formes requises pour la modification des statuts.

Article 34 : Liquidation -Pouvoirs des liquidateurs

Hormis la dissolution judiciaire, en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quelquesoit, l'Assemblée Générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'Assemblée joint à cette fin des droits les plus étendus. La nomination des liquidateurs met fin au mandat du

Directeur Général. La société est alors réputée exister pour sa liquidation.

Les liquidateurs peuvent notamment être autorisés à faire l'apport à une autre société contre espèces ou contre titres, de tout ou partie des droits et avoirs de la société dissoute, pouvant être échangées, le cas échéant, contre titres de la société bénéficiaire de l'apport.

Article 35: Répartition de l'avoir social

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, y compris la rémunération des liquidateurs, l'actif net est réparti en espèces ou en titres entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolu soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE VIII **DISPOSITIONS GENERALES**

Article 36 : Election de domicile

Pour l'exécution des présents statuts, chaque associé, commissaire ou liquidateur qui n'aurait pas de domicile au Rwanda, est censé avoir élu domicile au siège social de la société, où toutes communications, assignations et significations peuvent lui être adressées valablement.

Toutefois, une copie sera envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse que l'associé résidant à l'étranger aura communiquée à la société avec une éventuelle notification par télécopie au numéro fourni par le non résident.

Article 37 : Législation applicable

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, de même que pour leur interprétation, les associés se conformeront à la législation en vigueur au Rwanda. En conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts y sont réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de ces lois sont réputées non écrites.

Article 38 : Juridiction compétente

Toutes contestations généralement quelconques concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts seront de la compétence exclusive au premier degré des juridictions compétentes de la Ville de Kigali statuant en matière Commerciale.

TITRE IX **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Article 39 : Nomination du Commissaire aux comptes

Immédiatement après la signature des présents statuts, les associés se réuniront en Assemblée Générale Extraordinaire pour nommer le commissaire aux comptes, lui fixer les émoluments et statuer sur tous objets relatifs aux Intérêts sociaux.

Article 40: Frais de constitution

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à SEPT CENT MILLE FRANCS RWANDAIS (700.000 frw) et figureront au bilan au titre de frais de premier établissement.

Fait à Kigali, le 11/09/2007

Les Associés

1. NAHIMANA JEAN PIERRE

2. RWAGASANA SHARIF ABDUL SALAM

(sé)

3. AKEZA RWAGASANA ANIHAH
P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

4. MUKARUKUNDO BOURHAN
P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

ACTE NOTARIE NUMERO DEUX MILLE TROTS CENT SOIXANTE UN VOLUME LVI /DK

L'an deux mille sept, le onzième jour du mois de septembre, Nous, RUZINDANA Landrine, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais près le district de KICUKIRO, étant et résidant à Kigali, certifions que l'acte dont les clauses sont reproduites ci avant, Nous a été présenté par:

1. NAHIMANA JEAN PIERRE, de nationalité rwandaise et Belge, résidant a Bruxelles, Belgique
2. RWAGASANA SHARIF ABDUL SALAM, de nationalité Belge, Représenté par son Père NAHIMANA JEAN PIERRE
3. AKEZA RWAGASANA ANIYAH, de nationalité Belge, Représenté par son Père NAHIMANA JEAN PIERRE
4. MUKARUKUNDO BOURHAN, de nationalité Belge, Représenté par son Père NAHIMANA JEAN PIERRE

En présence de KABERUKA HARUNA et de Me MBONYIMBUGA MBAGA, témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi. Lecture du contenu de l'acte ayant été faite aux comparants et aux témoins, les comparants ont déclaré devant Nous et en présence desdits témoins que l'acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté. En foi de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et Nous, Notaire et revêtu du sceau de l'Office notarial du district de avant :

LES COMPARANTS

1. NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

2. RWAGASANA SHARIF ABDUL SALAM
P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

3. AKEZA RWAGASANA ANIHAH
P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

4. MUKARUKUNDO BOURHAN
P.O NAHIMANA JEAN PIERRE
(sé)

LES TEMOINS

KABERUKA HARUNA
(sé)

Me MBONYIMBUGA MBAGA
(sé)

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine
(sé)

DROITS PERCUS :

Frais d'acte : Deux mille cinq cent francs rwandais, enregistré par nous, RUZINDANA Landrine, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais près le District de KICUKIRO étant et résident à Kigali sous le numéro 2361 volume LVI/DK dont le coût 2500 frw perçus suivant quittance n° 170283 du 11 septembre deux mille sept, délivrée par le Comptable du District de avant.

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine
(sé)

Frais d'expédition :

POUR EXPEDITION AUTHENTIQUE DONT COUT DE HUIT MILLE FRANCS RWANDAIS, PERCUS
POUR UNE EXPEDITION AUTHENTIQUE SUR LA MEME QUITTANCE.

LE NOTAIRE
RUZINDANA Landrine
(sé)

A.S. n° 42661

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de grande Instance de Nyarugenge le 12/09/2007 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 550/07/KGL le dépôt de statuts de la société SHANIBOUR SARL

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 2778935 du 12/9/2007

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles**
(sé)

SKENIA MOTORS RWANDA LIMITED

MEMORANDUM AND ARTICLES OF ASSOCIATION

The undersigned:

1. **KENYA GRANGE VEHICLE INDUSTRIES LIMITED**, a LLC incorporated in Kenya under Certificate of Incorporation n° C. 34365, on April 15th, 1987, with its head office located at Kitui Road, Off-Kampala Road, Industrial Area, Nairobi, Kenya and represented by Nyazali H. NATHOO;
2. **Nyazali Hassanali NATHOO**, of British Nationality, holding Passport n° **761088035** issued on **16/11/2004** and expiring on **16/11/2014**;
3. **Bashir Malik NURALI** of Kenyan Nationality, holding Passport n° **C012678**, issued on **25/10/2007** and expiring on **25/10/2017**,

Do hereby agree on the following:

CHAPTER ONE: NAME, OBJECTIVES, HEAD OFFICE, DURATION

Article premier:

A limited liability Company to be known as **SKENIA MOTORS RWANDA LIMITED** is hereby established. It shall be governed by the laws of the Republic of Rwanda and these Articles of Association.

Article 2:

The objectives for which the company is established are to carry on motor trade and any other activity ancillary

to this. The activities to be undertaken by the Company will include, but won't be limited to:

1. being a manufacturers' representative, distributor, wholesaler and retailer of all types of motor vehicles, air and marine crafts and providing ancillary services;
2. buying, selling, importing, exporting, manufacturing, repairing, leasing, hiring, exchanging, altering, improving, manipulating, preparing for market, export, import and otherwise deal in all kinds of mechanical, industrial and transport products, parts and accessories and other moveable property and any related services;
3. carrying on business as proprietors, transporters and carriers of passengers, goods, livestock, other animals and all types of merchandise for reward by road, rail, air and sea, and as shipping, chartering and transport agents and proprietors of warehouses and as coach and other vehicles proprietors;
4. carrying on the business of investing in immoveable property namely acquiring, disposing, leasing out, hiring ,constructing , developing and managing property including investing in building materials, building machinery and /or equipment and carrying on building and construction projects of whatever nature .

The Company will also be entitled and authorized to:

5. do any or any of the above things in any part of the world either as principal agents, contractors, trustees or otherwise and either solely or in conjunction with others, either through managers, managing agents, sub-contractors, trustees or otherwise with the power to appoint a trustee or trustees personal or corporate, to hold any property on behalf of the company and to allow any property to remain outstanding in such trustee or trustees;
6. enter into partnership or amalgamate with any person or body for the purpose of carrying on any business or transaction within the objects of the Company, and to enter into such arrangements for co-operation, sharing profits, losses, mutual assistance, or other working arrangements as may seem desirable.
7. invest, lend, borrow and otherwise deal with unemployed money, in such manner, and upon such terms, as may thought fit, and to vary investments, lending and borrowing as is desirable and conducive to attaining all of the above objectives.
8. do all such other things as are incidental or may be deemed conducive to the attainment of the above objectives or any of them

The objects set forth in any sub-clause of this Clause shall not be restrictively construed, but the widest interpretation shall be given thereto, and they shall not, except when the context expressly so requires, be in any way limited to or restricted by reference to or inference from any other object or objects set forth in such sub-clause or from the terms of any other sub-clause or by the name of the Company.

Article 3:

The head-office of the Company shall be situated in Kigali the capital city of the Republic of Rwanda. It may be transferred to any other place in the Republic of Rwanda when the shareholders so decide.

Article 4:

The Company may upon a decision by the shareholders during the General Meeting establish branches or subsidiaries in the Republic of Rwanda or elsewhere in the world.

Article 5:

The registration of the Company shall be complete upon entering its name in the registry of companies. The Company shall continue to exist for an undetermined period of time. It may however be dissolved by decision of the General Meeting.

CHAPTER TWO: CAPITAL-SHARES

Article 6:

The authorised share capital of the Company is Five Hundred Thousand Rwanda Francs (RWF 500,000) divided into Five Hundred Shares (500) of One Thousand Rwanda Francs (RWF 1,000) each.

The shares are fully paid for in the following manner:

Name of shareholder	Number of shares	Equivalent in RWF
xii. KENYA GRANGE VEHICLE INDUSTRIES LTD	498	498,000 RWF
xiii. Nyazali Hassanali NATHOO	1	1,000 RWF
xiv. Bashir Malik NURALI	1	1,000 RWF
TOTAL	500	500,000 RWF

Article 7:

The Company has the power from time to time to increase the authorised capital.

Article 8:

The liability of the members is limited.

Article 9:

In accordance with legal provisions, a register of shareholders shall be kept at the head-office. Any shareholder and any other interested party shall have access to the same. This access to the register shall not include its movement from the Head Office.

Article 10:

Any Transfer of Shares shall be subject to the right of first refusal as described in this Clause:

7. *Notification*

Any holder of shares desiring to effect a transfer (hereinafter the "Offering Shareholder"), must inform the Board thereof beforehand. The notification must be sent by registered mail, and state:

- (xiii) the number and the Shares the Transfer of which is proposed;
- (xiv) the name and address of the candidate-transferee;
- (xv) the price offered per Share by the candidate-transferee (or in case the consideration does not consist of cash, the cash equivalent of the offered consideration), and
- (xvi) all other terms and conditions of the planned Transfer

8. *Right of first refusal*

Within five (5) business days from the receipt of the notification the Board will send a copy of this notification to the other Shareholders. As of the receipt of this Notification from the Board, the Other Shareholders shall have a period of twenty one (21) days to exercise their right of first refusal on the offered shares. Each of the other shareholders may exercise this right of first refusal on all or a part of the offered shares.

Article 11:

The legal personal representative of a deceased shareholder or to any other person to whom he/she may have specifically bequeathed the same shall be the only person recognised by the company as having any title to the share of the deceased.

Article 12:

Shares are indivisible. In case there are several claimants to one share, all rights arising from the share will be suspended until one person is decided upon as the rightfully owner of the share.

CHAPTER THREE: MANAGEMENT

Article 13:

The Company shall be managed by a Board of Directors appointed by the shareholders. The day to day management of the company shall be managed by a Chief Executive Officer appointed by the Board of Directors on such terms and conditions as it deems fit. For the first 2 years, Mr. Nyazali Hassanali NATHOO is appointed as the Chief Executive Officer.

The Board of Directors shall appoint on terms and conditions as it deems appropriate, a General Manager/ Country Manager directly reporting to the Chief Executive Officer. The Chief Executive Officer shall delegate some of his/her responsibilities and powers to the General/Country Manager.

Article 14:

The Chief Executive Officer is in charge of the day to day management of the company. He/She shall have full powers to manage and administer assets and activities of the company within the limits of the company's objectives. It shall be within his/her powers to carry out all those duties which are not expressly reserved for the

General Meeting either by the law or by these articles of association.

The Chief Executive Officer shall submit monthly performance reports to the Board of Directors and seek its input and/or authority for key decisions involving the Company's commitment to a bigger extent.

Article 15:

The Chief Executive Officer shall receive remuneration (whether by way of salary, commission and/or participation in profits in one way or another) as the Board, in its meeting, may determine. He may be replaced at any time by decision of the Board of Directors

Article 16:

The Chief Executive Officer may resign at any time from his position, with a 30 days notice to the Board of Directors.

Article 17 :

The Chief Executive Officer is accountable before the General Meeting. He/She will deliver, on a basis to be determined by the General Meeting, a full report of all activities within the company and answer all questions asked by the other partners in regards with the management of the company.

Article 18:

The Board of Directors shall be appointed by the shareholders for a term not exceeding 6 years and shall be eligible for re-election for a similar term. The Directors shall not be less than three and not more than twelve.

Article 19:

The Board of Directors shall meet at least once every six months. At the last meeting of the Board of Directors of each financial year, the Board shall consider, review and approve the operating program and budget for the next financial year.

CHAPTER FOUR: GENERAL MEETING

Article 20:

The General Meeting is constituted of all shareholders that hold at least 25 (twenty five) shares, issued up to fifteen (15) days prior to the meeting of the General Meeting or its continuation, and that is registered in the Company's share register.

The General Meeting shall appoint for 2 renewable years a Chairperson and a Vice-Chairperson among the shareholders. The General Meeting is chaired by the Chairperson or the Vice-Chairperson in the absence of the Chairperson. The Chairperson and the Vice-Chairperson may be dismissed by the General Meeting. They are not entitled to any salary but may seek reimbursement of all fees engaged on behalf of the company.

Article 21:

The General Meeting shall convene once a year at the head-office of the Company or any other location mentioned in the notice of the meeting when such location is convenient and in harmony with the interests of the company. Such general meeting shall be called « Ordinary meeting ».The Chairperson or the Vice-Chairperson shall cause the general meeting to convene

The General Meeting is convened with at least thirty (30) days notice, or fifteen (15) days notice in the case of extra-ordinary meetings, in writing by means of regular mail, fax or electronic mail as well as by publication in a local newspaper. The notice can be waived by all shareholders either in writing or by appearing at the meeting.

All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary meetings. An extraordinary meeting may be called each time the company deems it necessary, or at the request of shareholders representing at least 1/10 of the Capital share.

Article 22:

The fully constituted general meeting shall be representative of all the shareholders' interests and all decisions taken there are in conformity with the law and the Company's Articles of Association which shall be binding on

all shareholders.

Any shareholder can be represented at the General Meeting by another shareholder, by a Board member, by a person given power of attorney or by participation by conference call, provided that all participants can hear and communicate with each other.

As an instrument of representation, a letter, telegram, telex, telefax or e-mail to the chairperson of the meeting will suffice, and must be received at least two days before the date fixed for the meeting. If the chairperson has any doubt as to the origin, authenticity of the signature, the letter can be notarized or/and the mandated person provide an identification document.

Article 23:

When the number of shareholders reaches five (5) at least, the General Meeting shall appoint for three renewable years auditors to supervise the Company's operations. The number of auditors and their remuneration will be decided by the General Meeting. The auditors shall have an unlimited right of supervision and control on all Company's operations. The shareholders agree that for the time being, it will not be necessary to appoint auditors, as they have extended powers of control and monitoring of the company's operations.

Article 24:

The resolutions of the General Meeting shall be taken on the basis of majority vote. They shall be signed by the Chairperson and in his absence, by the Vice-Chairperson of the Board or such other shareholder that the company may appoint and the Secretary. The resolutions shall be kept in a special register to be found at the company head-office.

CHAPTER FIVE: BALANCE SHEET- DIVIDENDS

Article 25:

The financial year starts on the 1st January and ends on the 31st of December of the same year. The first financial year starts on the day the company is entered into the register of companies and ends on 31st December of the same year.

Article 26:

The Management shall cause proper accounts to be kept with respect to:

- j) All sums of money received and expended by the company and the matters in respect of which the receipt and expenditure took place;
- k) All sales and purchase of goods by the company, and;
- l) The assets and liabilities of the company.

Article 27:

At the end of each financial year, a complete inventory of the company's assets will be carried out by the Chief Executive Officer. The company's books will be balanced on a day to day basis and at the end of the financial year; the Chief Executive Officer will submit a full financial report to the General Meeting for approval.

Article 28:

The Management shall from time to time cause to be prepared and to be laid before the company in a General meeting such profit and loss accounts, balance sheets and such other reports that shall be required by the general meeting.

Article 29:

- 10. The profits of the company available for dividends and resolved for distribution shall be presented to the General meeting;
- 11. The company in a general meeting may determine the dividends to be paid;
- 12. No dividend shall be payable except out of profits of the company or in excess of the amount recommended by the general meeting.

CHAPTER SIX: WINDING UP

Article 30:

If the company's share capital shall for any reason be reduced by ½, then the Chief Executive Officer shall cause the matter to be tabled before an extraordinary general meeting which decide on the winding up of the company.

Article 31:

If the company shall be wound up, the General Meeting shall appoint one or several liquidators who with the authority of an extraordinary resolution shall divide among the shareholders in specie or in kind the whole or any part of the assets of the company.

Article 32

The liquidator shall divide among the shareholders, on prorata of the shares held by them respectively, the assets remaining after payment of debts, liabilities of the company and the costs of liquidation.

CHAPTER SEVEN: FINAL PROVISIONS

Article 33:

For any matter not taken care of by articles of association, the members shall be bound by the laws governing companies in the Republic of RWANDA.

Article 34:

Any disputes involving the company shall first be brought to the attention of the General meeting and when the General meeting fails to resolve the matter, it shall be referred to an arbitrator or panel of arbitrators agreed upon by the parties. The decision taken by the Arbitrator or panel of arbitrators shall be final and binding on all the parties involved.

Article 35:

The members declare that the company's incorporation charges are 500,000 RWF (Five Hundred Thousand Rwandan Francs).

Done in Kigali on the 10th of December 2007

THE SUBSCRIBERS

_____(sé)_____
**KENYA GRANGE VEHICLE
INDUSTRIES LIMITED**

_____(sé)_____
Nyazali H. NATHOO

_____(sé)_____
Bashir M. NURALI

AUTHENTIC DEED NUMBER 141, VOLUME IV

The year two thousand and seven, the tenth day of December, We, KARIM TUSHABE, RIEPA Notary being and living in KIGALI, certify that the deed, the clauses of which are here before reproduced were presented to us by:

1. **KENYA GRANGE VEHICLE INDUSTRIES LIMITED**
2. **Mr. Nyazali Hassanali NATHOO**
3. **Mr. Bashir Malik NURALI**

Were present Mr. Désiré KAMANZI and Mr. Benjamin NTAGANIRA living in KIGALI as witnesses to the deed and fulfilling the legal requirements.

Having read to the shareholders and witnesses the content of the deed, the shareholders have declared before us and in the presence of the aforesaid witnesses that the deed, as it is written down, includes well their will.

In witness whereof, the hereby deed was signed by the shareholders and us, authenticated and imprinted of the seal of the RIEPA Notary office.

THE SHAREHOLDERS

**KENYA GRANGE VEHICLE
INDUSTRIES LIMITED**

(sé)

Mr. Nyazali H. NATHOO

(sé)

Mr. Bashir M. NURALI

(sé)

THE WITNESSES

Mr. Désiré KAMANZI

(sé)

Mr. Benjamin NTAGANIRA

(sé)

**The Notary.
KARIM TUSHABE**

(sé)

Derived rights:

The deed fees 2,500 FRW, registered by us, **KARIM TUSHABE**, RIEPA Notary being and living in Kigali, under number 141, Volume IV, the price of which amounts to 2,500 FRW derived under receipt N° 2939524 of December 07th, 2007, and issued by the Rwanda Revenue Authority.

**The Notary.
KARIM TUSHABE**

(sé)

The drawing up fees:

For authentic drawing up the price of which amounts to Twenty Four Thousands Rwanda Francs derived from an authentic drawing up under the same receipt.

Kigali, the 10th day of December 2007

A.S. n° 42903

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de Grande Instance de Nyarugenge le 11/12/2007 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 785/07/KGL le dépôt de statuts de la société SKENIA MOTORS RWANDA LIMITED

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 2939525 du 07/11/2007

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**

**Société Générale d'Etude, de Commerce et de Construction
« SOGECCO s.a.r.l. »**

STATUTS

Entre les soussignés :

- | | |
|--------------------------------------|----------------|
| 1. Association des Frères Joséphites | BP 37 GITARAMA |
| 2. Frère Pie SEBAKIGA | BP 1330 KIGALI |
| 3. Frère Calliphore NDUWAYEZU | BP 1330 KIGALI |

Il a été convenu ce qui suit :

Chapitre I. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art.1. Il est constitué une Société à responsabilité limitée, sous régime de la législation en vigueur en République Rwandaise et des présents statuts.

Art.2. La société prend la dénomination : SOCIETE GENERALE D'ETUDE, DE COMMERCE ET DE CONSTRUCTION, SOGECCO s.a.r.l. en sigle.

Art.3. Le siège social est établi à Kigali, où tous les actes doivent être légalement notifiés.

Art.4. La société a pour objet l'étude en construction de bâtiments, la réalisation d'ouvrages bâtis et la prestation de services commerciaux jugés utiles pour son expansion.

Art.5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. : Capital social

Art.6. le capital social est constitué de 100 parts d'une valeur nominale de 2000Frw chacune, soit 2.000.000.Frw, souscrits et libérés comme suit :

- 1- Association des Frères Joséphites : 75 parts, soit 1.500.000Frw
- 2- Frère Pie SEBAKIGA : 15 parts, soit 300.000Frw
- 3- Frère NDUWAYEZU Calliphore : 10 parts, soit 200.000Frw

Art.7. Le capital social peut être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois sur décision de l'Assemblée générale statuant dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Chapitre III. Administration de la société.

Art.8. La société est administrée par un conseil d'administration des 4 membres nommés par l'Assemblée générale. Les administrateurs sont nommés pour trois ans renouvelables.

Art.9. Le président du conseil d'administration est choisi parmi les associés.

Art.10. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et toutes les fois qu'il le juge convenable.

Art.11. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux par les membres du conseil.

Art.12. Le président du conseil d'administration représente la société vis-à-vis de l'Etat, de l'autorité administrative ou judiciaire, et des tiers. Il autorise les transactions, soumissions, marchés et contrats préparés ou négociés par le Directeur de la société.

Art.13. Les avoirs de la société sont déposés sur un ou plusieurs comptes bancaires ouverts au nom de la SOGECCO par le Président du conseil d'administration, signant conjointement avec le Directeur. Les sommes dues à la société ainsi que celles qu'elle doit sont réglées par cette voie.

Art.14. Le conseil d'administration arrête les inventaires et comptes à soumettre à l'Assemblée générale. Il statue sur toutes propositions d'affectations des bénéfices.

Art.15. Le conseil d'administration délègue la gestion journalière de la société à un Directeur. Le Directeur gère les biens de la société et en répond devant le conseil d'administration. Il dispose pour cela de services techniques ad hoc (secrétariat, comptabilité, bureau d'étude). En particulier, le Directeur établit les relations avec les clients et recherche de nouveaux marchés.

Art .16. Avec l'aide des services techniques, le Directeur prépare les plants, devis et autres éléments nécessaires pour les soumissions et les conclusions de contrats.

Chapitre IV. Assemblée Générale

Art.17. L'assemblée Générale est constituée par l'universalité des associées. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et dissidents.

Art.18. L'Assemblée Générale se tient 1 fois par semestre et chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent.

Art.19. Elle est convoquée et présidée par le président du Conseil d'administration. Les avis de convocation sont adressés au associés au moins 10 jours avant la tenue de la réunion.

Art.20. Elle entend les rapports des administrateurs et des commissaires aux comptes, statue sur les bilans et le compte des pertes et profits, se prononce sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Art.21. Elle a les pouvoirs le plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Elle a le droit d'approuver des modifications aux statuts. Pour siéger valablement, l'Assemblée générale doit réunir 85% des parts sociales. Ses décisions sont prises à la majorité des ¾ des parts sociales.

Chapitre V. : Contrôle

Art.22. Deux commissaires aux comptes sont désignés par l'Assemblée Générale pour une durée de 3 ans. Les commissaires aux comptes contrôlent la gestion financière de la Société et font un rapport au conseil d'administration et à l'Assemblée générale. Des émoluments leurs seront accordés.

Chapitre VI. Bilant-Inventaire-Répartition des bénéficiaires

Art.23. L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de la même année. Toute fois le premier exercice commence le jour de l'immatriculation au registre de commerce pour se terminer le 31 décembre suivant.

Art.24. A la fin de chaque exercice social, il est établi, par les soins du Conseil d'Administration, un inventaire, un compte de profits et pertes et un bilan ainsi qu'un rapport sur les activités de la Société. Les documents précités sont tenus à la disposition des commissaires aux comptes au plus tard 45 jours avant la date de l'Assemblée Générale. Ils sont ensuite communiqués aux associés avec le rapport des commissaires aux comptes et la lettre de convocation à cette Assemblée.

Art.25. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des autres charges y compris les impôts et des amortissements de l'actif social, constitue le bénéfice net de l'exercice. Du bénéfice net sera prélevé 5% pour former le fonds de réserve légale. Le solde des bénéfices est réparti entre les associés compte tenu de leurs parts sociales.

Chapitre VII. : Dissolution

Art.26. En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, l'Assemblée Générale décide de la liquidation, sur proposition du Conseil d'Administration. Après apurement des dettes et charges de la société, l'actif net sera répartie entre les associés au prorata de leurs parts souscrites

Chapitre VIII : dispositions finales

Art .27. Pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, on se conformera à la législation en vigueur au Rwanda.

Art.28. Les frais de constitution de la société sont estimés à trois cent mille (300.000 frw) francs rwandais.

Fait à Kigali, le 15./12./2000

Les associés de la SOGECCO s.a.r.l. :

1. Pour l'Association des Frères Joséphites :
Frère Frédéric SEZIKEYE (sé)

Représentant Légal (sé)
2. Frère Pie SEBAKIGA (sé)
3. Frère Calliphore NDUWAYEZU (sé)

ACTE NOTARIE NUMERO VINGT MILLE CINQ CENT QUINZE , VOLUME CDV.

L'an deux mille, le quinzième jour du mois de décembre, nous MUTABAZI Etienne, Notaire Officiel de l'Etat Rwandais, étant et résidant à Kigali, Certifions que l'acte dont les clauses sont reproduites ci-avant Nous a été présenté par :

1. L'association des Frères Joséphites, représentée par Frère SEZIKEYE Frédéric, Représentant Légal.
 2. Frère SEBAKIGA Pie, Educateur , résidant à Kigali.
 3. Frère NDUWAYEZU Calliphore, Educateur, résidant à Kigali.
- En présence de MACKOMA Abraham et de MUPENZI Jean Bosco, témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi.
Lecture du contenu de l'acte ayant été faite aux comparants et aux témoins, les comparants ont déclaré devant nous et en présence desdits témoins que l'acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté.
En fois de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et nous, Notaire et revêtu du sceau de l'Office Notarial de Kigali.

LES COMPARANTS

- | | |
|--|-----------------------------------|
| 1. L'Association des Frère Joséphites
Représentée par Frère SEZIKEYE Frédéric

(sé) | 2. Frère SEBAKIGA Pie

(sé) |
| 3. Frère NDUWAYEZU Calliphone
(sé) | |

LES TEMOINS

- | | |
|-------------------------|----------------------------|
| 1. MACKOMA Abraham (sé) | 2. MUPENZI Jean Bosco (sé) |
|-------------------------|----------------------------|

LE NOTAIRE
MUTABAZI Etienne
(sé)

DROITS PERCUS :

-Frais d'acte : Mille huit cents francs rwandais, enregistré par nous MUTABAZI Etienne, notaire Officiel de l'Etat Rwandais, étant et résident à Kigali sous le numéro 20.515, volume CDV dont le coût mille huit cents francs rwandais perçus suivant quittance n° 0246687/D du 13/12/2000, délivrée par le comptable public de Kigali.

LE NOTAIRE
MUTABAZI Etienne
(sé)

FRAIS D'EXPEDITION :

Pour Expédition authentique dont coût trois mille cinq cent francs Rwandais, perçus pour une expédition authentique sur la même quittance.

LE NOTAIRE
MUTABAZI Etienne
(sé)

A.S. n°42892

Reçu en dépôt au greffe du Tribunal de Grande Instance de Nyarugenge le 07/12/2007 et inscrit au registre ad hoc des actes de société sous le n° RCA 1704/KGL le dépôt de statuts de la société SOGECCO S.A.R.L.

Droits perçus:

- Droit de dépôt : 5000 FRW
 - Amende pour dépôt tardif :- FRW
 - Droit proportionnel (1.20% du capital): -FRW
- Suivant quittance n° 2863420 du 05/12/2007

**LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE
MUNYENTWALI Charles
(sé)**